

MEMORIAL

Journal Officiel
du Grand-Duché de
Luxembourg



MEMORIAL

Amtsblatt
des Großherzogtums
Luxemburg

RECUEIL DES SOCIÉTÉS ET ASSOCIATIONS

Le présent recueil contient les publications prévues par la loi modifiée du 10 août 1915 concernant les sociétés commerciales et par la loi modifiée du 21 avril 1928 sur les associations et les fondations sans but lucratif.

C — N° 2011

7 août 2015

SOMMAIRE

A.C. Consulting	96487	NBIM Karl LBG1 S.à r.l.	96487
aeris CAPITAL Management Company S.A.	96486	Nbim Karl Lbg2 S.à r.l.	96488
A.G.P. S.A.	96487	Parkstadt Hotel	96525
Antin Infrastructure Partners Luxembourg VI	96482	Phönix Logistix GmbH	96510
Axa World Funds	96482	RMF Financial Holdings	96500
Barclays BCLI no. 1 S.à r.l.	96482	Setas S.A.	96499
dnA	96484	Soprano Retail 2 S.à r.l.	96485
Egon Re	96489	St Edouard S.à r.l.	96487
Eucon Holding S.à r.l.	96485	Target Solution S.à r.l.	96525
Even RX Sieben S.à r.l.	96487	Ternium S.A.	96486
Gim Portfolio Strategies Funds II	96492	Titan SPF S.A.	96499
HTT LUX Holding 1	96483	TT-Shop S.à r.l.	96482
HTT LUX Holding 2	96483	Turret Funding	96484
Jardin D.L. S.A.	96528	Tyndaris European Commercial Real Estate Finance S.A.	96484
Loisir & Bien Etre S.à r.l.	96489	Tyndaris European Commercial Real Estate Finance S.A.	96483
Lord Nelson S.à r.l.	96488	Umari Capital	96513
LSRC II Investor S.à r.l.	96488	Unicolan S.à r.l.	96483
LUXAIR, Société Luxembourgeoise de Navi- gation Aérienne S.A.	96488	Victorex	96484
Mac Bim S.A.	96489	Vostis S.A.	96485
Maitos Marine Holdings	96489	Waco Luxembourg S.à r.l.	96486
MIRco S.à r.l.	96490	Weiland Services et Locations S.à r.l.	96483
		WRS s.à r.l.	96485

TT-Shop S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-4750 Pétange, 103, route de Longwy.

R.C.S. Luxembourg B 177.841.

Les comptes annuels au 31 DECEMBRE 2013 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.
Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Référence de publication: 2015086779/9.

(150098919) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 9 juin 2015.

Antin Infrastructure Partners Luxembourg VI, Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-1855 Luxembourg, 44, avenue J.F. Kennedy.

R.C.S. Luxembourg B 194.676.

Les statuts coordonnés de la société ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 10 juin 2015.

Référence de publication: 2015086874/10.

(150099474) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 10 juin 2015.

Axa World Funds, Société d'Investissement à Capital Variable.

Siège social: L-1855 Luxembourg, 49, avenue J.F. Kennedy.

R.C.S. Luxembourg B 63.116.

Les comptes annuels au 31 décembre 2014 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Signature

Un mandataire

Référence de publication: 2015086924/11.

(150099397) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 10 juin 2015.

Barclays BCLI no. 1 S.à r.l., Société à responsabilité limitée.**Capital social: GBP 39.100,00.**

Siège social: L-2520 Luxembourg, 9, allée Scheffer.

R.C.S. Luxembourg B 164.088.

Il résulte du procès-verbal des résolutions adoptées par l'assemblée générale des actionnaires de la Société au siège social en date du 8 juin 2015, la décision de nommer un nouveau gérant.

Nom: Wassenaar
Prénom(s): Jan Philip
Né le: 13 mars 1965
à Assen (NL)
Adresse professionnelle: 9, allée Scheffer
L-2520 Luxembourg
Date de nomination: 8 juin 2015
Durée: indéterminée

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Fait à Luxembourg, le 8 juin 2015.

Certifié conforme et sincère

Pour la Société

David Fail

Gérant

Référence de publication: 2015086935/24.

(150099435) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 10 juin 2015.

Unicolan S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-7243 Bereldange, 22-24, rue du Dix Octobre.

R.C.S. Luxembourg B 89.833.

Les comptes annuels au 31/12/2014 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Référence de publication: 2015086785/9.

(150099056) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 9 juin 2015.

HTT LUX Holding 1, Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-1855 Luxembourg, 39, avenue J.F. Kennedy.

R.C.S. Luxembourg B 173.261.

Les comptes annuels au 27 février 2015 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 11 juin 2015.

Référence de publication: 2015088053/10.

(150100586) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 11 juin 2015.

HTT LUX Holding 2, Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-1855 Luxembourg, 39, avenue J.F. Kennedy.

R.C.S. Luxembourg B 173.272.

Les comptes annuels au 31 décembre 2014 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 11 juin 2015.

Référence de publication: 2015088054/10.

(150100679) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 11 juin 2015.

Weiland Services et Locations S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-9834 Holzthum, 1, route de Diekirch.

R.C.S. Luxembourg B 138.464.

Statuts coordonnés déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 8 juin 2015.

Maître Léonie GRETHEN

Notaire

Référence de publication: 2015088553/12.

(150100576) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 11 juin 2015.

Tyndaris European Commercial Real Estate Finance S.A., Société Anonyme sous la forme d'une SICAV - Fonds d'Investissement Spécialisé.

Siège social: L-8070 Bertrange, 31, Z.A. Bourmicht.

R.C.S. Luxembourg B 173.830.

Le bilan au 31 décembre 2014 a été déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Bertrange, le 15 Juin 2015.

Pour le compte de TYNDARIS EUROPEAN COMMERCIAL REAL ESTATE FINANCE S.A.

Citibank International Limited, Luxembourg Branch

Référence de publication: 2015092649/13.

(150103258) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 16 juin 2015.

Victorex, Société Anonyme.

Siège social: L-9570 Wiltz, 30, rue des Tondeurs.
R.C.S. Luxembourg B 105.991.

Les comptes annuels au 31.12.2014 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.
Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.
Référence de publication: 2015086797/9.
(150099089) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 9 juin 2015.

dnA, Société Anonyme.

Siège social: L-2520 Luxembourg, 5, allée Scheffer.
R.C.S. Luxembourg B 161.178.

Les comptes annuels au 31 décembre 2014 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.
Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Pour dnA

Caceis Bank Luxembourg

Référence de publication: 2015086857/11.

(150099932) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 10 juin 2015.

Turret Funding, Société à responsabilité limitée.

Capital social: EUR 12.500,00.

Siège social: L-2134 Luxembourg, 58, rue Charles Martel.
R.C.S. Luxembourg B 127.989.

Il est porté à la connaissance de tous que l'adresse du Gérant de classe B, à savoir Mathieu Gangloff, a fait l'objet d'un changement.

La nouvelle adresse est la suivante: 56, rue Charles Martel, L-2134 Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Pour la société

Un mandataire

Référence de publication: 2015092647/14.

(150103150) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 16 juin 2015.

Tyndaris European Commercial Real Estate Finance S.A., Société Anonyme sous la forme d'une SICAV - Fonds d'Investissement Spécialisé.

Siège social: L-8070 Bertrange, 31, Z.A. Bourmicht.
R.C.S. Luxembourg B 173.830.

Extrait du procès-verbal de l'Assemblée Générale Annuelle des Actionnaires tenue le 15 juin 2015 à 15 heures

L'Assemblée approuve la ré-élection de Mr Daniela Klasén-Martin, 9A Boulevard Prince Henri L-1724 Luxembourg, comme administrateur, jusqu'à la prochaine Assemblée Générale Annuelle des Actionnaires en 2016.

L'Assemblée approuve la ré-élection de Charlotte Valeur Adu, Magdala Mount, Lower Kings Cliff, St Helier Jersey JE2 3ST United Kingdom, comme administrateur, jusqu'à la prochaine Assemblée Générale Annuelle des Actionnaires en 2016.

L'Assemblée approuve la ré-élection de Nishit Chotai, 5 Savile Row, London W1S 3PB, United Kingdom comme administrateur, jusqu'à la prochaine Assemblée Générale Annuelle des Actionnaires en 2016.

L'Assemblée approuve la ré-élection de Ernst & Young, Luxembourg, comme réviseur d'entreprises agréé, jusqu'à la prochaine Assemblée Générale Annuelle des Actionnaires en 2016

Pour le compte de TYNDARIS EUROPEAN COMMERCIAL REAL ESTATE FINANCE S.A.

Citibank International Limited Luxembourg Branch

Référence de publication: 2015092648/20.

(150103257) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 16 juin 2015.

Vostis S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-1116 Luxembourg, 6, rue Adolphe.
R.C.S. Luxembourg B 160.131.

Les comptes annuels au 31 décembre 2014 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.
Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.
Référence de publication: 2015086799/9.
(150098592) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 9 juin 2015.

Eucon Holding S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-2557 Luxembourg, 7A, rue Robert Stümper.
R.C.S. Luxembourg B 196.341.

Les statuts coordonnés suivant l'acte n° 677 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.
Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.
Référence de publication: 2015086804/9.
(150098818) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 9 juin 2015.

WRS s.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-3364 Leudelange, 1, rue de la Poudrerie.
R.C.S. Luxembourg B 118.056.

Les comptes annuels au 31.12.2014 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.
Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.
Référence de publication: 2015086817/9.
(150099017) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 9 juin 2015.

Soprano Retail 2 S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Capital social: EUR 12.500,00.

Siège social: L-2453 Luxembourg, 6, rue Eugène Ruppert.
R.C.S. Luxembourg B 195.067.

Extrait du contrat de cession de parts de la Société daté du 1^{er} juin 2015

En vertu de l'acte de transfert de parts daté du 1^{er} juin 2015, Partners Group Access 737 L.P. a transféré:

- 186 parts sociales ordinaires de classe A1 d'une valeur de 1 Euro chacune;
- 186 parts sociales ordinaires de classe A2 d'une valeur de 1 Euro chacune;
- 186 parts sociales ordinaires de classe A3 d'une valeur de 1 Euro chacune;
- 186 parts sociales ordinaires de classe A4 d'une valeur de 1 Euro chacune;
- 186 parts sociales ordinaires de classe A5 d'une valeur de 1 Euro chacune;
- 20 parts sociales ordinaires de classe B1 d'une valeur de 1 Euro chacune;
- 20 parts sociales ordinaires de classe B2 d'une valeur de 1 Euro chacune;
- 20 parts sociales ordinaires de classe B3 d'une valeur de 1 Euro chacune;
- 20 parts sociales ordinaires de classe B4 d'une valeur de 1 Euro chacune; et
- 20 parts sociales ordinaires de classe B5 d'une valeur de 1 Euro chacune.

à la société Alto Properties Limited, une private company limited by shares, existante sous les lois de Gibraltar et enregistrée auprès du Registre des Sociétés de Gibraltar sous le numéro 112628, ayant son siège social au 57/63 Line Wall Road, GX11 1AA Gibraltar, Gibraltar.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 8 juin 2015.

Signature

Un mandataire

Référence de publication: 2015086686/27.

(150098245) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 9 juin 2015.

aeris CAPITAL Management Company S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-5365 Munsbach, 1C, rue Gabriel Lippmann.
R.C.S. Luxembourg B 128.340.

Die Bilanz zum 31. Dezember 2014 und die Gewinn- und Verlustrechnung für das am 31. Dezember 2014 abgelaufene Geschäftsjahr wurden beim Handels- und Gesellschaftsregister von Luxemburg hinterlegt.

Zwecks Veröffentlichung im Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Munsbach, den 3. Juni 2015.

Für aeris CAPITAL Management Company S.A.

Ein Beauftragter

Référence de publication: 2015086855/13.

(150099373) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 10 juin 2015.

Waco Luxembourg S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Capital social: EUR 2.248.375,00.

Siège social: L-2449 Luxembourg, 25A, boulevard Royal.
R.C.S. Luxembourg B 112.430.

Extrait des résolutions de l'associé unique du 16 juin 2015

L'associé unique de la Société a décidé comme suit:

- d'accepter la démission de Simon Bell en tant que gérant de classe B de la Société avec effet au 16 juin 2015;
- de nommer Sharon Lim, née le 27 décembre 1966 à Kuala Lumpur, Malaisie, demeurant professionnellement au l'étage 14, St. George's bâtiment, 2 Ice House Street, Central, Hong Kong, République populaire de Chine, en tant que gérant de classe B de la Société avec effet au 16 juin 2015 et pour une durée illimitée.

Luxembourg, le 16 juin 2015.

Référence de publication: 2015094833/15.

(150104526) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 17 juin 2015.

Ternium S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-2227 Luxembourg, 29, avenue de la Porte-Neuve.
R.C.S. Luxembourg B 98.668.

(1) L'Assemblée générale annuelle statutaire tenue le 6 mai 2015, au siège social de la société, 29 Avenue de la Porte-Neuve, à Luxembourg a (re)nommé les personnes suivantes au conseil d'administration de la société jusqu'à l'assemblée générale qui délibérera sur les comptes arrêtés au 31 décembre 2015:

M. Ubaldo Aguirre,
M. Roberto Bonatti,
M. Carlos Alberto Condorelli,
M. Pedro Pablo Kuczynski,
M. Adrian Lajous Vargas,
M. Gianfelice Rocca,
M. Paolo Rocca,
M. Daniel Agustín Novegil,

(2) L'assemblée a nommé M. Daniel Agustín Novegil administrateur délégué à la gestion journalière de la société jusqu'à l'assemblée générale qui délibérera sur les comptes arrêtés au 31 décembre 2015.

(3) L'assemblée a nommé la société PriceWaterhousesCoopers, Société coopérative, ayant son siège social au 400, route d'Esch, L-1014 Luxembourg, comme réviseur d'entreprises agréée de la société jusqu'à l'assemblée générale annuel statutaire qui délibérera sur les comptes arrêtés au 31 décembre 2015.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 09 Juin 2015.

Ternium S.A

Référence de publication: 2015086760/26.

(150098658) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 9 juin 2015.

A.C. Consulting, Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-1941 Luxembourg, 171, route de Longwy.
R.C.S. Luxembourg B 55.238.

Les comptes annuels au 31 décembre 2014 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.
Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.
Référence de publication: 2015086861/9.
(150099792) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 10 juin 2015.

A.G.P. S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-1724 Luxembourg, 3A, boulevard du Prince Henri.
R.C.S. Luxembourg B 142.100.

Les comptes annuels au 31/12/2014 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.
Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.
Référence de publication: 2015086862/9.
(150099468) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 10 juin 2015.

Even RX Sieben S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Capital social: EUR 12.500,00.

Siège social: L-1460 Luxembourg, 48, rue d'Eich.
R.C.S. Luxembourg B 151.699.

Les comptes annuels au 30 septembre 2014 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.
Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Un mandataire

Référence de publication: 2015087950/10.
(150100714) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 11 juin 2015.

NBIM Karl LBG1 S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-2163 Luxembourg, 40, avenue Monterey.
R.C.S. Luxembourg B 189.300.

Les comptes consolidés au 31 décembre 2014 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.
Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Per Arne Eriksen
Manager

Référence de publication: 2015088251/11.
(150100366) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 11 juin 2015.

St Edouard S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-2540 Luxembourg, 13, rue Edward Steichen.
R.C.S. Luxembourg B 32.213.

Le Bilan et l'affectation du résultat au 31 décembre 2014 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 11 juin 2015.

St Edouard S.à r.l.
Bernhard Heidrich
Gérant

Référence de publication: 2015089906/14.
(150102280) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 15 juin 2015.

LUXAIR, Société Luxembourgeoise de Navigation Aérienne S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-2987 Luxembourg, Aéroport de Luxembourg.

R.C.S. Luxembourg B 4.109.

Les comptes annuels consolidés au 31 décembre 2014 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Référence de publication: 2015088181/10.

(150101066) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 11 juin 2015.

Nbim Karl Lbg2 S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-2163 Luxembourg, 40, avenue Monterey.

R.C.S. Luxembourg B 189.307.

Les comptes consolidés au 31 décembre 2014 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Per Arne Eriksen

Manager

Référence de publication: 2015088252/11.

(150100367) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 11 juin 2015.

Lord Nelson S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-1417 Luxembourg, 15, rue Dicks.

R.C.S. Luxembourg B 72.406.

Les comptes annuels au 31.12.2014 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

FIDUCIAIRE ROLAND KOHN S.à.r.l.

259 ROUTE D'ESCH

L-1471 LUXEMBOURG

Signature

Référence de publication: 2015088167/13.

(150100500) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 11 juin 2015.

LSRC II Investor S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-1420 Luxembourg, 7, avenue Gaston Diderich.

R.C.S. Luxembourg B 146.583.

Extrait des décisions prises lors de l'assemblée générale des actionnaires en date du 20 mai 2015.

Veuillez prendre note des décisions suivantes:

- Démission du gérant Behzad KHOSROSHAHI avec effet au 31 mai 2015.
- Nomination de Jeff McGrath en tant que gérant avec effet au 1^{er} juin 2015 et ce jusqu'à l'assemblée générale de 2018.
- Renouvellement de mandat de l'ensemble du conseil de gérance jusqu'à l'assemblée générale de 2018 et ce avec effet au 1^{er} juin 2015.

Monsieur Jeff McGRATH est né le 12 avril 1973 à Peterborough, Canada et réside professionnellement au:

22, St. Clair Avenue East,

M4T 2S5 Toronto

Canada

Luxembourg, le 02 juin 2015.

Pour LSRC II Investor S.à.r.l.

United International Management S.A.

Référence de publication: 2015088174/20.

(150100307) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 11 juin 2015.

Loisir & Bien Etre S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-4873 Lamadelaine, 84, avenue de la Gare.

R.C.S. Luxembourg B 95.772.

Les comptes annuels au 31.12.2014 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Référence de publication: 2015088165/9.

(150100652) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 11 juin 2015.

Mac Bim S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-3372 Leudelange, 1, rue Drosbach.

R.C.S. Luxembourg B 183.945.

Les comptes annuels du 09/01/2014 au 31/12/2014 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Référence de publication: 2015088202/10.

(150101187) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 11 juin 2015.

Egon Re, Société Anonyme.

Siège social: L-2453 Luxembourg, 20, rue Eugène Ruppert.

R.C.S. Luxembourg B 73.799.

Extrait du procès-verbal de l'Assemblée Générale Annuelle tenue exceptionnellement le 10 juin 2015 au siège social de la société

Le mandat de Grant Thornton Lux Audit S.A. en tant que Réviseur d'entreprises agréé est renouvelé pour une période d'un an jusqu'à l'Assemblée Générale Annuelle de l'année 2016.

Luxembourg, le 16 juin 2015.

Certifié sincère et conforme

Pour EGON RE

Référence de publication: 2015092035/14.

(150103850) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 16 juin 2015.

Maitos Marine Holdings, Société à responsabilité limitée.**Capital social: EUR 12.500,00.**

Siège social: L-7307 Steinsel, 50, rue Basse.

R.C.S. Luxembourg B 169.764.

Extrait procès-verbal de l'assemblée générale extraordinaire tenue en date du 3 juin 2015

Première résolution

L'Assemblée décide de nommer Monsieur Antoine Bacquet, né le 11 janvier 1976 à Boulogne sur Mer (France), résidant professionnellement au 24, quai du Seujet, 1201 Genève (Suisse), à la fonction de gérant de la société avec effet immédiat et pour une durée indéterminée.

Deuxième résolution

L'Assemblée prend acte de la démission de Monsieur David Barrett, né le 11 mars 1964 à Londres (Royaume-Uni), résidant professionnellement au 5, rue Jean Monnet, 2180 Luxembourg, à la fonction de gérant de la société avec effet immédiat et pour une durée indéterminée.

Troisième résolution

L'Assemblée prend acte de la démission de Monsieur Thomas Tilmant, né le 7 mars 1976 à Mons (Belgique), résidant professionnellement au 5, rue Jean Monnet, 2180 Luxembourg, à la fonction de gérant de la société avec effet immédiat et pour une durée indéterminée.

Référence de publication: 2015088186/21.

(150101086) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 11 juin 2015.

MIRco S.à .r.l., Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-3321 Berchem, 10, rue de la Montée.

R.C.S. Luxembourg B 197.566.

—
STATUTS

L'an deux mil quinze, le vingt mai.

Par-devant Maître Martine DECKER, notaire de résidence Hesperange.

A comparu:

- Monsieur Fuad MIR-MOVSUMOV, dirigeant de société, né le 19 février 1976 à Bakou (Azerbaïdjan), demeurant à L-3321 Berchem, 10, rue de la Montée.

Lequel comparant a requis le notaire instrumentant d'arrêter ainsi qu'il suit les statuts d'une société à responsabilité limitée qu'il déclare constituer:

Titre I^{er} . Dénomination - Siège social - Objet - Durée - Capital social

Art. 1^{er} . Il est formé par les présentes entre le propriétaire actuel des parts ci-après créées et tous ceux qui pourront le devenir par la suite une société à responsabilité limitée de droit luxembourgeois qui sera régie par les lois y relatives ainsi que par les présents statuts.

Art. 2. La société prend la dénomination de MIRco S.à r.l..

Art. 3. Le siège social est établi dans la commune de Roeser.

Le siège social pourra être transféré à l'intérieur de la commune par décision des gérants ou du gérant unique, le cas échéant.

Il pourra être transféré en toute autre localité du Grand-Duché de Luxembourg par simple décision des associés ou de l'associé unique. La société peut ouvrir des agences ou des succursales dans toutes les autres localités du pays et à l'étranger.

Art. 4. La société a pour objet tant au Grand-Duché de Luxembourg qu'à l'étranger, les prestations de services commerciaux et le conseil économique aux entreprises.

En outre, elle aura pour objet toutes opérations se rapportant directement ou indirectement à la prise de participations sous quelque forme que ce soit, dans toute entreprise se présentant sous forme de société de capitaux ou de société de personnes, ainsi que l'administration, la gestion, le contrôle et le développement de ces participations.

Elle pourra notamment employer ses fonds à la création, à la gestion, à la mise en valeur et à la liquidation d'un portefeuille se composant de tous titres, participer à la création, au développement et au contrôle, acquérir par voie d'apport, de souscription, de prise ferme ou d'option d'achat et de toute autre manière tous titres, les réaliser par voie de vente, de cession, d'échange, accorder tous concours, prêts, avances ou garanties à toute société dans laquelle elle dispose d'un intérêt direct ou indirect.

En général, la société pourra effectuer toutes autres transactions commerciales, industrielles, financières, mobilières et immobilières, se rattachant directement et indirectement à son objet ou susceptibles d'en favoriser l'exploitation et le développement.

Art. 5. La société est constituée pour une durée illimitée.

Art. 6. Le capital social est fixé à la somme de douze mille cinq cents euros (12.500,-EUR), représenté par cent (100) parts sociales d'une valeur nominale de cent vingt-cinq euros (125,-EUR) chacune.

La propriété des parts sociales résulte des présents statuts ou des actes de cession de parts régulièrement consentis, sans qu'il n'y ait lieu à délivrance d'aucun titre.

Chaque part sociale donne droit à une fraction proportionnelle du nombre des parts existantes dans l'actif social et dans les bénéfices.

Art. 7. L'associé unique est libre de céder ses parts.

En cas de pluralité d'associés, les parts sociales sont librement cessibles entre associés. Elles ne peuvent être cédées à des non-associés qu'avec l'agrément donné en assemblée des associés représentant au moins les trois quarts du capital social.

En cas de refus de cession le ou les associés non cédants s'obligent eux-mêmes à reprendre les parts offertes en cession.

Les valeurs de l'actif net du bilan serviront de base pour la détermination de la valeur des parts à céder.

Les parts sociales ne peuvent être transmises pour cause de mort à des non-associés autres que le conjoint survivant et les descendants, que moyennant l'agrément, donné en assemblée générale des autres associés représentant au moins les trois quarts des droits appartenant aux survivants.

Titre II. Administration - Assemblée Générale

Art. 8. La société est administrée et gérée par un ou plusieurs gérants, associés ou non, salariés ou gratuits, nommés par l'assemblée des associés, qui fixe leurs pouvoirs. Ils peuvent à tout moment être révoqués par l'assemblée des associés.

A moins que les associés n'en décident autrement, le ou les gérants ont les pouvoirs les plus étendus pour agir au nom de la société en toutes circonstances.

Art. 9. Le ou les gérants ne contractent en raison de leur fonction aucune obligation personnelle relativement aux engagements régulièrement pris par eux au nom de la société; simples mandataires de la société, ils ne sont responsables que de l'exécution de leur mandat.

Art. 10. Chaque associé peut participer aux décisions collectives quel que soit le nombre des parts qui lui appartiennent.

Chaque associé a un nombre de voix égal au nombre de parts qu'il possède ou représente; chaque associé peut se faire représenter valablement aux assemblées par un porteur de procuration spéciale.

Art. 11. Les décisions collectives ne sont valablement prises que pour autant qu'elles aient été adoptées par les associés représentant plus de la moitié du capital social.

Les décisions collectives ayant pour objet une modification aux présents statuts doivent être prises à la majorité des associés représentant les trois quarts du capital social.

Aussi longtemps que la Société n'a qu'un seul associé, il exercera tous les pouvoirs réservés à l'assemblée générale des associés par la loi ou par les présents statuts.

Les résolutions prises par l'associé unique seront inscrites sous forme de procès-verbaux.

Excepté en cas d'opérations courantes conclues dans des conditions normales, les contrats conclus entre l'associé unique et la Société doivent être inscrits dans un procès verbal ou établis par écrit.

Titre III. Année sociale - Répartition des bénéfices

Art. 12. L'année sociale commence le premier janvier et finit le trente et un décembre de chaque année.

Art. 13. Chaque année, à la clôture de l'exercice, les comptes de la société sont arrêtés et la gérance dresse les comptes sociaux, conformément aux dispositions légales en vigueur.

Art. 14. Tout associé peut prendre au siège social de la société communication de l'inventaire et du bilan.

Art. 15. L'excédent favorable du bilan, déduction faite des charges sociales, amortissements et moins-values jugées nécessaires ou utiles par les associés, constitue le bénéfice net de la société.

Sur le bénéfice net constaté, il est prélevé cinq pourcent (5%) pour la constitution d'un fonds de réserve légale, jusqu'à ce que celui-ci ait atteint le dixième du capital social.

Le surplus du bénéfice est à la libre disposition de l'associé unique ou des associés (selon le cas).

Titre IV. Dissolution - Liquidation

Art. 16. La société n'est pas dissoute par le décès, l'interdiction, la faillite ou la déconfiture d'un associé.

Art. 17. Les créanciers, ayants-droit ou héritiers d'un associé ne pourront, pour quelque motif que ce soit, faire apposer des scellés sur les biens et documents de la société, ni s'immiscer en aucune manière dans les actes de son administration; pour faire valoir leurs droits, ils devront se tenir aux valeurs constatées dans les derniers bilans et inventaires de la société.

Art. 18. En cas de dissolution de la société, la liquidation est faite par un ou plusieurs liquidateurs, associés ou non, nommés par les associés, qui fixeront leurs pouvoirs et leurs émoluments.

Disposition générale

Art. 19. La loi du 10 août 1915 et ses modifications ultérieures trouveront leur application partout où il n'y a pas été dérogé par les présents statuts.

Mesure transitoire

Par dérogation, le premier exercice commence le jour de la constitution et finira le 31 décembre 2015.

Souscription et libération

Les statuts de la Société ayant ainsi été arrêtés les cent (100) parts sociales ont été entièrement souscrites par Monsieur Fuad MIRMOVSUMOV, prénommé.

Ces parts ont été intégralement libérées par des versements en espèces, de sorte que la somme de douze mille cinq cents euros (12.500.-EUR) se trouve dès à présent à la libre disposition de la société, ainsi qu'il en a été justifié au notaire instrumentant qui le constate expressément.

Evaluation des Frais

Le montant des frais, dépenses, rémunérations ou charges sous quelque forme que ce soit, qui incombent à la société ou qui sont mis à sa charge en raison de sa constitution s'élève approximativement à la somme de EUR 1.000,-.

Décisions de l'associé unique

Le comparant prénommé, représentant l'intégralité du capital social, s'est réuni en lieu et place de l'assemblée générale et a pris les résolutions suivantes:

1. L'adresse du siège social de la Société est fixée à L-3321 Berchem, 10, rue de la Montée.

2. Est nommé gérant unique de la société pour une durée indéterminée:

- Monsieur Fuad MIR-MOVSUMOV, pré qualifié, né le 19 février 1976 à Bakou (Azerbaïdjan), demeurant à L-3321 Berchem, 10, rue de la Montée,

lequel aura les pouvoirs les plus étendus pour agir au nom de la société en toutes circonstances par sa seule signature.

Le gérant peut conférer des pouvoirs ou mandats spéciaux ou des fonctions permanentes ou temporaires à des personnes ou comités de son choix.

Dont acte, fait et passé à Hesperange, date qu'en tête des présentes.

Et après lecture faite et interprétation donnée au comparant, connu du notaire par nom, prénom usuel, état et demeure, il a signé le présent acte avec Nous notaire.

Signé: Mir-Movsumov, M. Decker.

Enregistré à Luxembourg Actes Civils 1, le 21 mai 2015. Relation: 1LAC/2015/15677. Reçu soixante-quinze euros 75,00 €.

Le Receveur (signé): Paul Molling.

POUR EXPÉDITION CONFORME, délivrée aux fins de dépôt au registre de commerce et des sociétés.

Hesperange, le 12 juin 2015.

Référence de publication: 2015089062/124.

(150101663) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 12 juin 2015.

Gim Portfolio Strategies Funds II, Société d'Investissement à Capital Variable.

Siège social: L-2633 Senningerberg, 6, route de Trèves.

R.C.S. Luxembourg B 112.483.

In the year two thousand and fifteen, on the twenty-second day of May.

Before Us Me Carlo WERSANDT, notary residing in Luxembourg (Grand Duchy of Luxembourg),

Was held

an extraordinary general meeting of shareholders (the "Meeting") of JPMORGAN PORTFOLIO STRATEGIES FUNDS II (hereafter referred to as the "Company"), a société d'investissement à capital variable incorporated under the form of a société anonyme having its registered office in L-2633 Senningerberg, 6 route de Trèves, registered with the Luxembourg Trade and Companies Register, section B, number 112 483, incorporated on 7 December 2005 pursuant to a deed of Me Henri HELLINCKX, notary then residing in Mersch, published in the Mémorial C, Recueil des Sociétés et Associations (the "Mémorial") of 5 January 2006 number 35.

The articles of incorporation of the Company have been amended on 20 December 2006 pursuant to a deed of Me Henri HELLINCKX, prenamed, published in the Mémorial of 15 March 2007 number 382.

The Meeting was opened under the chairmanship of Mrs Pam STEENFELDT-KRISTENSEN, private employee, professionally residing in Luxembourg (the "Chairman").

The Chairman appointed as secretary Mrs Myriam LAMBRECH, private employee, professionally residing in Luxembourg.

The Meeting elected as scrutineer Mrs Virginie MARAMIGI, private employee, professionally residing in Luxembourg.

The bureau of the Meeting having thus been constituted, the Chairman declared and requested the notary to state:

I. That the Company solely issues registered shares and that the Meeting has therefore been convened by notices containing the agenda, sent to the registered shareholders by registered mail on 30 April 2015.

II. That the agenda of the Meeting is the following:

Agenda

Changes to the Articles:

1. Amend Article 1 to:

- rename the Fund "GIM Portfolio Strategies Funds II" with effect from 24 July 2015; and

- indicate that the Fund qualifies as an alternative investment fund within the meaning of the Luxembourg Law of 12 July 2013 on alternative investment fund managers (the “2013 Law”).

2. Amend Article 2 in order to:

- provide that the board of directors of the Fund (the “Board”) may transfer the registered office of the Fund to any other place in the Grand Duchy of Luxembourg to the extent permitted by Luxembourg laws and regulations; and
- allow the Board, in case of transfer of the registered office to another commune, to take any necessary steps for obtaining the execution and publication of such transfer in accordance with the Luxembourg law.

3. Amend Article 4 to read as follows:

"The exclusive purpose of the Company is to invest the funds available to it in securities of all types, money market instruments, derivative financial instruments, cash and cash equivalents as well as other assets permitted by the law of 17th December 2010 on undertakings for collective investment, as amended (the "Law") with the purpose of spreading investment risks and affording its shareholders the results of the management of its assets.

The Company may take any measures and carry out any transaction which it may deem useful for the fulfillment and development of its purpose to the fullest extent permitted under the Law."

4. Amend Article 5 to:

- remove the sentence “The minimum capital of the Fund must be achieved within six months after the date on which the Fund has been authorised as a collective investment undertaking under the Law.”; and
- replace the reference to Article 133 of the Law by a reference to Article 181 of the Law.

5. Amend Article 8 to, inter alia, clarify that the charges referred to in the third paragraph of the Article include dealing charges.

6. Amend Article 10 to, inter alia, provide that the term US person used in the Articles will have the meaning determined by the Board from time to time and to grant power to the Board to define, amend or clarify the meaning in the offering documents.

7. Amend Article 11 to, inter alia, grant power to the Board to apply dilution adjustments or swing pricing techniques as specified in the offering documents.

8. Amend Article 14 to, inter alia, provide that directors of the Fund shall be elected by the majority of the votes cast.

9. Amend Article 19 to, inter alia, replace reference to “chapter 13 of the Law” by a reference to “chapter 15 of the Law”.

10. Amend Article 20 to allow a sub-fund of the Fund to invest in another sub-fund of the Fund in accordance with applicable Luxembourg laws and regulations.

11. Amend Article 23 to, inter alia, provide that the accounts of the Fund shall be prepared in accordance with Luxembourg Generally Accepted Accounting Principles.

12. Amend Article 24 to, inter alia, provide that a Record Date may be used to calculate the quorum and majority requirement applicable to general meetings of shareholders and to determine the rights of shareholders to participate and exercise their voting rights, to the extent permitted by and in accordance with the conditions set forth under Luxembourg laws and regulations.

13. Amend Article 25 to, inter alia, remove the fourth paragraph of this Article to avoid duplication.

14. Amend Article 26 to:

- provide that the Board may compulsorily redeem shares of a subfund, inter alia, (i) if a change in the monetary situation relating to the sub-fund concerned so justifies or (ii) if a change in laws or regulations applicable to the Fund or any of its sub-funds so justifies or (iii) in any other circumstances where the interests of the shareholders so justify;
- provide that shareholders will be informed of the decision of the Board to compulsorily redeem shares prior to the effective date of the compulsory redemption;
- provide that assets which may not be distributed to their beneficiaries upon the implementation of the redemption will be deposited in escrow with the Luxembourg Caisse de Consignation; and
- provide that decisions of shareholders relating to contribution of assets and liabilities attributable to any sub-fund to (i) another sub-fund of the Fund or to (ii) another undertaking for collective investment will be adopted by a simple majority of the votes cast.

15. Amend Article 27 to remove the reference to the first financial year of the Fund.

16. Amend Article 29 to, inter alia:

- add a reference to the Luxembourg Law of 12 July 2013 on alternative investment fund managers (the “2013 Law”);
- provide that the Board may expressly allow the depositary of the Fund to transfer its liability in accordance with and subject to the conditions of the applicable laws and regulations and in particular in accordance with Article 19 (14) of the 2013 Law; and
- provide that the assets of the Fund may be transferred to and reused by any third party, including the depositary of the Fund and any prime broker appointed from time to time in accordance with the applicable laws and regulations and the offering documents.

17. Insertion of a new Article 30 to provide:

- how information to investors may be made available; and
- that by the sole fact of investing or soliciting the investment in the Fund, an investor acknowledges the possible use of electronic information means to disclose certain information as set out in the offering documents and confirms having access to internet and to an electronic messaging system allowing the investor to access the information or document made available via an electronic information means.

18. Insertion of a new Article 31 and therefore renumbering of the Articles in order to provide that:

- the Fund may grant preferential treatment to investors in accordance with applicable laws and regulations and the Articles; and
- information on these preferential treatments will be made available to investors via any information means as described under the new Article 30.

19. Amendment of Article 32 (former Article 30) to replace the reference to Article 32 by a reference to Article 34.

20. Amendment of Article 36 (former Article 34) to provide that all matters not governed by these Articles shall be determined in accordance with the 2013 Law in addition to the Luxembourg Law of 10 August 1915 and the Law.

21. General update of Articles 7, 8, 9, 10, 11 and 19 to replace references to “sales documents” by references to “offering documents”.

III. That the shareholders present or represented, the proxies of the represented shareholders and the number of their shares are shown on an attendance list. This attendance list, signed by the shareholders present, if any, the proxies of the represented shareholders and by the bureau of the Meeting, will remain annexed to the present deed to be filed at the same time with the registration authorities.

IV. That the resolutions of the agenda require a quorum of presence of 50% of the capital of the Company and will be passed by a majority of two-thirds of the votes cast at the Meeting.

V. That it appears from the attendance list that all the shares are present or represented at the Meeting so that the Meeting can validly deliberate.

Then the Meeting, after deliberation, takes the following resolutions:

First resolution

The Meeting decides to amend article 1 of the Articles so as to read as follows:

“ **Art. 1. Name.** There is hereby established among the subscribers and all those who may become owners of shares hereafter issued, a public limited company ("société anonyme") qualifying as an investment company with variable share capital ("société d'investissement à capital variable") under the name of "JPMORGAN PORTFOLIO STRATEGIES FUNDS II" which shall be renamed “GIM PORTFOLIO STRATEGIES FUNDS II” with effect from 24 July 2015 (hereinafter the "Company"). In addition, the Company qualifies as an alternative investment fund within the meaning of Article 1(39) of the Luxembourg Law of 12 July 2013 on alternative investment fund managers (the "2013 Law").”

Second resolution

The Meeting decides to amend article 2 of the Articles so as to read as follows:

“ **Art. 2. Registered Office.** The registered office of the Company is established in the Commune of Senningerberg, Grand-Duchy of Luxembourg. If and to the extent permitted by law, the registered office of the Company may be transferred to any other place in the Grand-Duchy of Luxembourg by resolution of the board of directors of the Company (hereafter the “Board”). If the Board decides to transfer the registered office to another commune, this Article 2 shall be amended accordingly and the Board shall take or authorise any necessary steps for the purpose of obtaining the execution and publication of such amendment in accordance with Luxembourg law. Branches, subsidiaries or other offices may be established either in the Grand-Duchy of Luxembourg or abroad (but in no event in the United States of America, its territories or possessions) by a decision of the Board.”

Third resolution

The Meeting decides to amend article 4 of the Articles so as to read as follows:

“ **Art. 4. Purpose.** The exclusive purpose of the Company is to invest the funds available to it in securities of all types, money market instruments, derivative financial instruments, cash and cash equivalents as well as other assets permitted by the law of 17th December 2010 on undertakings for collective investment, as amended (the "Law") with the purpose of spreading investment risks and affording its shareholders the results of the management of its assets.

The Company may take any measures and carry out any transaction which it may deem useful for the fulfilment and development of its purpose to the fullest extent permitted under the Law.”

Fourth resolution

The Meeting decides to amend the first and the second paragraphs of article 5 of the Articles so as to read as follows:

- **first paragraph.** “The capital of the Company shall be represented by fully paid up shares of no par value and shall at any time be equal to the total net assets of the Company pursuant to Article 11. The minimum capital shall be the equivalent in United States Dollars of one million two hundred and fifty thousand Euro (EUR 1,250,000).”

- **second paragraph.** “The Company shall be an umbrella fund within the meaning of Article 181 of the Law (or any article replacing it). The Board may, at any time, as it deems appropriate, decide to create one or more compartments or sub-funds (each such compartment or sub-fund, a "Sub-Fund"). The shares to be issued in a Sub-Fund pursuant to Article 7 may, as the Board shall determine, be of one or more different classes (each such class, a "Class"), the features, terms and conditions of which shall be established by the Board. The proceeds from the issuance of shares of any Class shall be invested pursuant to the investment policy determined by the Board for the Sub-Fund that comprises the relevant Class, subject to the investment restrictions provided by law or determined by the Board. The Company constitutes a single legal entity, but the assets of each Sub-Fund shall be invested for the exclusive benefit of the shareholders of the corresponding Sub-Fund and the assets of a specific Sub-Fund are solely accountable for the liabilities, commitments and obligations of that Sub-Fund.”

Fifth resolution

The Meeting decides to amend the third paragraph of article 8 of the Articles so as to read as follows:

“The redemption price shall be equal to the net asset value per share of the relevant Class determined in respect of the relevant Valuation Day on which the request for redemption has been accepted, as determined in accordance with the provisions of Article 11, less such charges (including dealing charges) and commissions (if any) at the rate provided by the offering documents for the shares. The relevant redemption price may be rounded up or down to the nearest unit as the Board shall determine.”

Sixth resolution

The Meeting decides to amend the third and the fourth paragraphs of article 10 of the Articles so as to read as follows:

- **third paragraph.** “Whenever used in these Articles, the term "US person" shall have the meaning determined by the Board from time to time and publicised in the offering documents. This definition will be based on Regulation S, as amended from time to time, of the United States Securities Act of 1933, as amended (the "1933 Act") or on any other regulation or act which shall come into force within the United States of America.”

- **fourth paragraph.** “The Board may, from time to time, amend or clarify the aforesaid meaning.”

Seventh resolution

The Meeting decides to amend article 11 of the Articles in order to replace references to “custodian” by references to “depository” in items II, 3) and 6) and to amend the first paragraph of article 11 of the Articles so as to read as follows:

- **first paragraph.** “The net asset value per share of each Class of shares shall be expressed in the reference currency (as defined in the offering documents for the shares) of the relevant Sub-Fund (and/or in such other currencies as the Board shall from time to time determine) and shall be determined from time to time, as the Board by resolution may direct (every such day or time for determination of the net asset value being referred to herein as "Valuation Day") by dividing the net assets of the Company attributable to each Class, being the value of the portion of assets attributable to such Class less the portion of liabilities attributable to such Class, calculated at such time as the Board (in consultation with the Investment Manager (as defined herein)) shall have set for such purpose, by the number of shares in the relevant Class then outstanding, in accordance with the valuation rules set forth below. The Board may also apply dilution adjustments or swing pricing techniques as specified in the offering documents. The net asset value per share may be rounded up or down to the nearest unit of the relevant currency as the Board shall determine. If since the time of determination of the net asset value there has been a material change in the quotations in the markets on which a substantial portion of the investments attributable to the relevant Class are dealt in or quoted, the Company may, in order to safeguard the interests of the shareholders and the Company, cancel the first valuation and carry out a second valuation.”

- **item II. 3.** "all accrued or payable expenses (including administrative expenses, management fees, including incentive fees, depositary fees, and corporate agents' fees);"

- **item II. 6.** "all other liabilities of the Company of whatsoever kind and nature reflected in accordance with generally accepted accounting principles. In determining the amount of such liabilities the Company shall take into account all expenses payable by the Company which may comprise formation and launching expenses, fees payable to its investment manager and/or investment adviser and/or management company, fees and expenses payable to its auditors and accountants, depositary and its correspondents, domiciliary and corporate agent, registrar and transfer agent, listing agent (if any), any paying agent, any permanent representatives in places of registration, as well as any other agent employed by the Company, the remuneration (if any) of the directors and their reasonable out-of-pocket expenses, insurance coverage, and reasonable travelling costs in connection with board meetings, fees and expenses for legal and auditing services, any fees and expenses involved in registering and maintaining the registration of the Company with any Governmental agencies or stock exchanges in the Grand Duchy of Luxembourg and in any other country, reporting and publishing expenses, including the cost of preparing, printing, advertising and distributing prospectuses, explanatory memoranda, periodical reports or registration

statements, and the costs of any reports to shareholders, all taxes, duties, governmental and similar charges, and all other operating expenses, including the cost of buying and selling assets, interest, bank charges and brokerage, postage, telephone and telex. The Company may accrue administrative and other expenses of a regular or recurring nature based on an estimated amount rateably for yearly or other periods."

Eighth resolution

The Meeting decides to amend the first and the second paragraphs of article 14 of the Articles so as to read as follows:

- **first paragraph.** "The Company shall be managed by a board of directors (in these Articles of Incorporation, "Board") composed of not less than three members, who need not be shareholders of the Company. They shall be elected for a term not exceeding six years. The directors shall be elected by the shareholders at a general meeting of shareholders; the latter shall further determine the number of directors, their remuneration and the term of their office."

- **second paragraph.** "Directors shall be elected by the majority of the votes cast."

Ninth resolution

The Meeting decides to amend the second paragraph of article 19 of the Articles in order to replace reference to "chapter 13 of the Law" by a reference to "chapter 15 of the Law" so as to read as follows:

"Alternatively, the Company may enter into a management services agreement with a management company authorised under chapter 15 of the Law (the "Management Company") pursuant to which it designates such Management Company to supply the Company with investment management, administration and marketing services."

Tenth resolution

The Meeting decides to add a second paragraph in article 20 of the Articles to be read as follows:

"Any Sub-Fund may to the extent permitted by applicable Luxembourg laws and regulations, but in accordance with the provisions set forth in the offering documents, invest in other Sub-Funds of the Company."

Eleventh resolution

The Meeting decides to add a second paragraph of article 23 of the Articles to be read as follows:

"The accounts of the Company shall be prepared in accordance with Luxembourg Generally Accepted Accounting Principles."

Twelfth resolution

The Meeting decides to amend the third paragraph of article 24 of the Articles in order to remove the reference to the first annual general meeting of shareholders and to add a new eighth paragraph of article 24 of the Articles, to be read as follows:

- **third paragraph.** "The annual meeting shall be held in accordance with Luxembourg law at the registered office of the Company on the last Friday of the month of January."

- **eight paragraph.** "To the extent permitted by and in accordance with the conditions set forth under Luxembourg laws and regulations, the notice of any general meeting of shareholders may specify that the quorum and the majority applicable for this general meeting will be determined by reference to the shares issued and in circulation at a certain date and time preceding the general meeting (the "Record Date"), and the right of shareholders to participate at a general meeting of shareholders and to exercise the voting rights attached to their shares will be determined by reference to the shares held by this shareholder as at the Record Date."

Thirteenth resolution

The Meeting decides to amend the second paragraph of article 25 of the Articles and to remove the fourth paragraph of this article to avoid duplication. The second paragraph will therefore be amended so as to read as follows:

"The provisions of Article 24, paragraphs 2, 3, 7, 8, 9, 10, 11 and 12 shall apply to such general meetings."

Fourteenth resolution

The Meeting decides to amend article 26 of the Articles so as to read as follows:

" **Art. 26. Merger or Liquidation of Sub-Funds.** In the event that for any reason the value of the assets in any Sub-Fund has decreased to an amount determined by the Board to be the minimum level for such Sub-Fund to be operated in an economically efficient manner, or in case an economic rationalisation so justifies or if a change in the economic, monetary or political situation relating to the Sub-Fund concerned so justifies or if a change in laws or regulations applicable to the Company or any of its Sub-Funds so justifies or in any other circumstances where the interests of the shareholders so justify, the Board may decide to compulsorily redeem all the shares of the relevant Class or Classes issued in such Sub-Fund at the net asset value per share (taking into account actual realisation prices of investments and realisation expenses), calculated on the Valuation Day at which such decision shall take effect.

The Company shall serve a notice to the holders of the relevant Class or Classes of shares prior to the effective date of the compulsory redemption, which will indicate the reasons for, and the procedure of, the redemption operations. Holders of registered shares shall be notified in writing. Unless it is otherwise decided in the interests of, or to keep equal treatment between, the shareholders, the shareholders of the Sub-Fund concerned may request redemption or conversion of their shares (taking into account actual realisation prices of investments and realisation expenses) prior to the effective date of the compulsory redemption.

Notwithstanding the powers conferred to the Board by the preceding paragraph, the general meeting of shareholders of the Class or Classes of shares issued in any Sub-Fund may, upon a proposal from the Board, redeem all the shares of the relevant Class or Classes issued in such Sub-Fund and refund to the shareholders the net asset value of their shares (taking into account actual realisation prices of investments and realisation expenses) calculated on the Valuation Day at which such decision shall take effect. There shall be no quorum requirements for such general meeting of shareholders which shall decide by resolution taken by simple majority of the votes cast.

Assets which may not be distributed upon the implementation of the redemption will be deposited in escrow with the Luxembourg Caisse de Consignation on behalf of the persons entitled thereto.

All redeemed shares shall be cancelled.

Under the same circumstances as provided in the first paragraph of this Article, the Board may decide to allocate the assets of any Sub-Fund (the "new Sub-Fund") or Class (the "new Class") to those of another existing Sub-Fund within the Company or to another undertaking for collective investment and to redesignate the shares of the Class or Classes concerned as shares of another Class (following a split or consolidation, if necessary, and the payment of the amount corresponding to any fractional entitlement to shareholders). Such decision will be published in the same manner as described in the first paragraph of this Article (and, in addition, the publication will contain information in relation to the new Sub-Fund, new Class or undertaking for collective investment), one month before the date on which the merger becomes effective in order to enable shareholders to request redemption or conversion of their shares during such period.

Notwithstanding the powers conferred to the Board by the preceding paragraph, a contribution of the assets and liabilities attributable to any Sub-Fund to another Sub-Fund of the Company may be decided upon by a general meeting of the shareholders of the Class or Classes of shares issued in the contributing Sub-Fund for which there shall be no quorum requirements and which will decide upon such merger by resolution taken by simple majority of the votes cast.

A contribution of the assets and liabilities attributable to any Sub-Fund to another undertaking for collective investment referred to in the sixth paragraph of this Article shall be decided upon by a general meeting of the shareholders of the Class or Classes of shares issued in the contributing Sub-Fund for which there shall be no quorum requirements and which will decide upon such merger by resolution taken by simple majority of the votes cast, except when such merger is to be implemented with a Luxembourg undertaking for collective investment of the contractual type ("fonds commun de placement") or a foreign based undertaking for collective investment, in which case resolutions shall be binding only on the shareholders of the contributing Sub-Fund who have voted in favour of such merger."

Fifteenth resolution

The Meeting decides to amend article 27 of the Articles so as to read as follows:

"The accounting year of the Company shall begin on 1st October and shall end on 30th September of the following year."

Sixteenth resolution

The Meeting decides to amend article 29 of the Articles so as to read as follows:

“ **Art. 29. Depositary.** If and as required by law, the Company shall enter into a depositary agreement. The depositary shall fulfil the duties and responsibilities as provided for by the Law and the 2013 Law.

If the depositary desires to withdraw, the Board shall use its best efforts to find a successor depositary within two months of the effectiveness of such withdrawal. The directors may terminate the appointment of the depositary but shall not remove the depositary unless and until a successor depositary shall have been appointed to act in the place thereof.

The Board may expressly allow the depositary to transfer its liability, subject to, and in compliance with, the applicable laws and regulations (in particular in accordance with the provisions of Article 19 (14) of the 2013 Law) and as set out in the offering documents.

The assets of the Company may be transferred to, and re-used by, any third party, including the depositary or any prime broker appointed from time to time, subject to, and in compliance with, the applicable laws and regulations, the offering documents and to the extent permitted by appropriate contractual arrangements.”

Seventeenth resolution

The Meeting decides to add a new article 30 of the Articles to be read as follows:

“ **Art. 30. Information made available to investors.** Any information (including the information to be provided to investors before they invest in the Company as per Article 21 of the 2013 Law) that the Company makes available to some or all of the investors shall be made available at any of the following information means: (i) the Company's offering documents or

marketing documentation, (ii) subscription, redemption, conversion or transfer form, (iii) contract note, statement or confirmation in any other form, (iv) letter, telecopy, email or any type of notice or message (including verbal notice or message), (v) publication in the (electronic or printed) press, (vi) the Company's periodic report, (vii) the Company's, Management Company's or any third party's registered office, (viii) a third-party, (ix) internet or a website and (x) any other means or medium to be freely determined from time to time by the Board to the extent that such means or medium comply with these Articles and applicable laws and regulations.

Certain electronic information means used to make available certain information or document requires an access to internet and/or to an electronic messaging system.

By the sole fact of investing or soliciting the investment in the Company, an investor acknowledges the possible use of electronic information means to disclose certain information as set out in the offering documents and confirms having access to internet and to an electronic messaging system allowing this investor to access the information or document made available via an electronic information means."

Eighteenth resolution

The Meeting decides to add a new article 31 of the Articles so as to read as follows:

“ Art. 31. Preferential treatment. The Board has made arrangements to ensure the fair treatment of shareholders. However any investor may be granted a preferential treatment, or a right to obtain a preferential treatment subject to, and in compliance with, the conditions set forth in applicable laws and regulations, these Articles of Incorporation and as may be determined from time to time by, and in the discretion of, the Company.

Whenever an investor obtains a preferential treatment or the right to obtain preferential treatment, a description of that preferential treatment, the type of investor who obtains such preferential treatment and, where relevant, its legal or economic links with the Company or its Management Company, will be made available to investors in the offering documents or in any of the information means set out in Article 29.”

Nineteenth resolution

The Meeting decides to amend article 32 (former article 30) of the Articles in order to replace the reference to article 32 by a reference to article 34 in the first paragraph which will read as follows:

"The Company may at any time be dissolved by a resolution of the general meeting of shareholders subject to the quorum and majority requirements referred to in Article 34."

Twentieth resolution

The Meeting decides to amend article 36 (former article 34) of the Articles so as to read as follows:

“ Art. 36. Applicable Law. All matters not governed by these Articles of Incorporation shall be determined in accordance with the 1915 Law, the Law and the 2013 Law, as such laws have been or may be amended from time to time.”

Twenty-First resolution

The Meeting decides to amend articles 7, 8, 9, 10, 11 and 19 in order to replace references to “sales documents” by references to “offering documents”. These articles will therefore be amended as follows:

- **Art. 7. second paragraph.** "The Board may impose restrictions on the frequency at which shares shall be issued in any Sub-Fund; the Board may, in particular, decide that shares of any Sub-Fund shall only be issued during one or more offering periods or at such other periodicity as provided for in the offering documents for the shares."

- **Art. 8. first paragraph.** "Any shareholder may request the redemption of all or part of his shares by the Company, under the terms and procedures set forth by the Board in the offering documents for the shares and within the limits provided by law and these Articles."

- **Art. 8. third paragraph.** "The redemption price shall be equal to the net asset value per share of the relevant Class determined in respect of the relevant Valuation Day on which the request for redemption has been accepted, as determined in accordance with the provisions of Article 11, less such charges (including dealing charges) and commissions (if any) at the rate provided by the offering documents for the shares. The relevant redemption price may be rounded up or down to the nearest unit as the Board shall determine."

- **Art. 9. first paragraph.** "Any shareholder may request conversion of whole or part of his shares of one Class into shares of another Class at the respective net asset values of the shares of the relevant Classes, provided that the Board may impose such restrictions or prohibitions as to, inter alia, conversion or frequency of conversion, and may make conversion subject to payment of a charge as specified in the offering documents."

- **Art. 9. second paragraph.** "If the requests for redemption and/or conversion received for any Class of shares on any specific Valuation Day exceed a certain percentage of all shares in issue of such Class, such percentage being fixed by the Board from time to time and disclosed in the offering documents, the Board may defer such redemption and/or conversion requests to the next Valuation Day."

- **Art. 10, last paragraph.** "Where it appears that a shareholder of a Class restricted to Institutional Investors (as set out in the relevant offering documents of the Company) is not an Institutional Investor, the Company may either redeem the relevant shares or convert such shares into shares of a Class which is not restricted to Institutional Investors (provided that there exists such a Class with similar characteristics) and notify the relevant shareholder of such conversion."

- **Art. 11, first sentence of first paragraph.** "The net asset value per share of each Class of shares shall be expressed in the reference currency (as defined in the offering documents for the shares) of the relevant Sub-Fund (and/or in such other currencies as the Board shall from time to time determine) and shall be determined from time to time, as the Board by resolution may direct (every such day or time for determination of the net asset value being referred to herein as "Valuation Day") by dividing the net assets of the Company attributable to each Class, being the value of the portion of assets attributable to such Class less the portion of liabilities attributable to such Class, calculated at such time as the Board (in consultation with the Investment Manager (as defined herein)) shall have set for such purpose, by the number of shares in the relevant Class then outstanding, in accordance with the valuation rules set forth below."

- **Art. 19, last sentence of first paragraph.** "The Board may approve the appointment by the Investment Manager in relation to any Sub-Fund one or more investment sub-advisers as described and in accordance with the relevant offering documents."

There being no further business on the agenda, the Meeting is thereupon closed.

Statement

The undersigned notary who understands and speaks English, states herewith that on request of the above appearing persons, the present deed is worded in English in accordance with Article 189 (2) of the Luxembourg law of 17 December 2010 on undertakings for collective investment, as amended.

WHEREOF, the present notarial deed was drawn up in Senningerberg on the day named at the beginning of this document.

The document having been read to the Meeting, the members of the bureau of the Meeting, all of whom are known by the notary by their names, surnames, civil status and residences, signed together with Us, the notary, the present original deed, no shareholders expressing the wish to sign.

Signé: P. STEENFELDT-KRISTENSEN, M. LAMBRECH, V. MARAMIGI, C. WERSANDT.

Enregistré à Luxembourg A.C. 2, le 28 mai 2015. 2LAC/2015/11705. Reçu soixante-quinze euros 75,00 €.

Le Receveur (signé): André MULLER.

POUR EXPEDITION CONFORME, délivrée;

Luxembourg, le 5 juin 2015.

Référence de publication: 2015088104/386.

(150100414) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 11 juin 2015.

Titan SPF S.A., Société Anonyme - Société de Gestion de Patrimoine Familial.

Siège social: L-1840 Luxembourg, 11A, boulevard Joseph II.

R.C.S. Luxembourg B 83.613.

Les comptes annuels au 31 décembre 2013 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Signature.

Référence de publication: 2015087592/10.

(150099829) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 10 juin 2015.

Setas S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-1471 Luxembourg, 412F, route d'Esch.

R.C.S. Luxembourg B 38.499.

Les comptes annuels au 31 décembre 2014 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

SETAS S.A.

Signatures

Administrateur / Administrateur

Référence de publication: 2015087523/12.

(150099610) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 10 juin 2015.

RMF Financial Holdings, Société à responsabilité limitée.

Capital social: EUR 6.817.630,00.

Siège social: L-2120 Luxembourg, 16, allée Marconi.

R.C.S. Luxembourg B 176.120.

In the year two thousand and fifteen, on the twenty-eight of May.

Before Us, Maître Martine SCHAEFFER, notary residing in Luxembourg,

THERE APPEARED:

Redwood Master Fund, Ltd, a limited company existing under the laws of Cayman Islands, with registered office at 89, Nexus Way, KY1-9007 Camana Bay, Grand Cayman, (the "Sole Shareholder"),

here represented by Mr Gianpiero SADDI, employee, residing professionally in Luxembourg, by virtue of a proxy given on May 8, 2015

The said proxy, after having been signed "ne varietur" by the appearing party and the undersigned notary, will remain annexed to the present deed for the purpose of registration.

The appearing party, represented and acting in the capacities as stated hereabove, has requested the undersigned notary to enact the following:

- that it is the sole current shareholder of RMF Financial Holdings, a société à responsabilité limitée, having its registered office at 16, allée Marconi in L-2120 Luxembourg, registered within the Luxembourg trade register under number B 176120, incorporated by deed of Maître Francis KESSELER, former notary residing in Esch-sur-Alzette, on the 5th of March 2013, published in the Mémorial C, Recueil des Sociétés et Associations, dated 21 May 2013, number 1187, (the "Company");
- that the Sole Shareholder has taken the following resolutions:

First resolution

The sole shareholders resolves to replace the existing 200,000 (two hundred thousand) ordinary shares (the "Ordinary Shares"), by

- 199,996 (one hundred ninety-nine thousand nine hundred and ninety-six) ordinary shares,
 - 1.(one) Class A shares,
 - 1.(one) Class B share,
 - 1.(one) Class C shares and
 - 1. (one) Class D share,
- all in registered form with a par value of ten euro (EUR 10) each.

Second resolution

The sole shareholders resolves to increase the share capital of the Company by an amount of EUR 4,817,630 (four million eight hundred and seventeen thousand six hundred and thirty Euros),

in order to bring it from its present amount of EUR 2,000,000 (two million euros) to EUR 6,817,630 (six million eight hundred and seventeen thousand six hundred and thirty Euros),

by way of the issuance to the Sole Shareholder of:

- 244,708 (two hundred forty-four thousand seven hundred and eight) ordinary shares,
- 31,599 (thirty-one thousand five hundred and ninety-nine) Class A shares,
- 31,599 (thirty-one thousand five hundred and ninety-nine) Class B shares, and
- 173.857 (one hundred seventy-three thousand eight hundred and fifty-seven) Class D shares of the Company, each with a nominal value of EUR 10 (ten euro) (the New Shares);

Subscription - Payment

Thereupon, the Sole Shareholder represented as stated here above, declared to subscribe to all the new as stated before and to pay it fully up at nominal value by contribution in cash of ten Euro (EUR 10.-) by contribution in cash of EUR 4,817,630 (four million eight hundred and seventeen thousand six hundred and thirty Euros).

The amount of EUR 4,817,630 (four million eight hundred and seventeen thousand six hundred and thirty Euros) is from now at the disposal of the Company, evidence of which has been given to the undersigned notary by means of a bank certificate.

Third resolution

The sole shareholders proceeds to a full restatement of the articles of association of the Company (the Articles) in order to reflect the above change but without changing the name, the corporate object and the fiscal year,

in order to give to these restated articles the following wording:

Name - Purpose - Registered office - Duration

Art. 1. There is hereby formed a “société à responsabilité limitée”, private company limited by shares (the “Company”) governed by the Articles and by the current Luxembourg laws, in particular the law of 10 August 1915 on commercial companies, as amended (the “Law”).

Art. 2. The Company's name is RMF Financial Holdings.

Art. 3. The Company's purpose is the creation, development and realization of a portfolio, consisting of interests and rights of any kind and any other form of investment in entities in the Grand-Duchy of Luxembourg and in foreign entities, whether such entities exist or are to be created, especially by way of subscription, acquisition by purchase, sale or exchange of securities or rights of any kind whatsoever, such as equity instruments, debt instruments, patents and licenses, as well as the administration of such portfolio, and to carry out any act which it may deem useful for the accomplishment and development of its purpose.

3.1 The Company may further:

- grant any form of security for the performance of any obligations of the Company or of any entity, in which it holds a direct or indirect interest or right of any kind or in which the Company has invested in any other manner or which forms part of the same group of entities as the Company, or of any director or any other officer or agent of the Company or any entity, in which it holds a direct or indirect interest or right of any kind or in which the Company has invested in any other manner or which forms part of the same group of entities as the Company;

- borrow funds or otherwise assist any entity that holds a direct or indirect interest or right of any kind in the Company or which has invested in any other manner or which forms part of the same group of entities as the Company; and

- lend funds or otherwise assist any entity, in which it holds a direct or indirect interest or right of any kind or in which the Company has invested in any other manner or which forms part of the same group of entities as the Company.

3.2 The Company may carry out all transactions, which directly or indirectly serve its purpose. Within such purpose, the Company may in particular:

- raise funds especially through borrowing in any other form or by issuing any securities or debt instruments, including bonds, by accepting any other form of investment or by granting any rights of whatever nature;

- participate in the incorporation, development and/or control of any entity in the Grand-Duchy of Luxembourg or abroad; and

- act as partner/shareholder with unlimited or limited liability for the debts and obligations of any Luxembourg or foreign entities.

Art. 4. The Company has its registered office in the City of Luxembourg, Grand Duchy of Luxembourg.

4.1 The registered office may be transferred within the municipality of Luxembourg by decision of the board of managers.

The registered office of the Company may be transferred to any other place in the Grand Duchy of Luxembourg or abroad by means of a resolution of an extraordinary general meeting of the Shareholders or the Sole Shareholder of the Company (the “Shareholders” and a “Shareholder”) (as the case may be) adopted under the conditions required for amendment of the Articles.

4.2 The Company may have offices and branches (whether or not within a permanent establishment), both in Luxembourg and abroad.

4.3 In the event that the board of managers should determine that extraordinary political, economic or social developments have occurred or are imminent that would interfere with the normal activities of the Company at its registered office, or with the ease of communication between such office and persons abroad, the registered office may be temporarily transferred abroad until the complete cessation of these abnormal circumstances; such temporary measures shall have no effect on the nationality of the Company which, notwithstanding the temporary transfer of its registered office, will remain a Luxembourg company. Such temporary measures will be taken and notified to any interested parties by the board of managers of the Company.

Art. 5. The Company is constituted for an unlimited duration.

Art. 6. The creditors, representatives, rightful owner or heirs of any Shareholder are not allowed, under any circumstances, to require the sealing of the assets and documents of the Company, nor to interfere in any manner in the administration of the Company. They must for the exercise of their rights refer to the financial statements of the Company and to the decisions of the meetings of Shareholders or the Sole Shareholder.

Capital - Shares

Art. 7. The Company's share capital is set at six million eight hundred and seventeen thousand and six hundred and thirty euro (EUR 6,817,630), represented by four hundred forty four thousand seven hundred and four (444,704) Ordinary shares, thirty one thousand six hundred (31,600) Class A shares, thirty one thousand six hundred (31,600) Class B shares, one (1) Class C shares and one hundred and seventy three thousand eight hundred and fifty eight (173,858) Class D shares, all in registered form with a par value of ten euro (EUR 10.-) each, subscribed and fully paid up.

In addition to the share capital, a premium account and/or a capital contribution account (compte 115 "Apport en capitaux propres non rémunéré par des titres") may be set up. The Company may use the amount held in the premium account and/or the capital contribution account (as applicable) to redeem its shares, set off net losses, and make distributions to shareholders or it can allocate the funds to the statutory reserve.

The amount of the issued ordinary share capital of the Company may be increased or reduced by a resolution of the general meeting of Shareholders or the Sole Shareholder (as the case may be) adopted under the conditions required for amendment of the Articles.

Art. 8. Each Share confers an identical voting right and each Shareholder has voting rights commensurate to his shareholding.

Art. 9.

9.1 In case of a Sole Shareholder, the Shares held by the sole shareholder are freely transferable.

In case of plurality of Shareholders, the Ordinary Shares held by each Shareholder can only be transferred by application of the requirements of article 189 of the Law.

9.2 The shares are freely transferable among the members.

Shares may not be transferred inter vivos to non-members unless members representing at least three-quarter of the subscribed capital shall have agreed thereto in a general meeting.

Furthermore, the provisions of articles 189 and 190 of the Law shall apply.

9.3 The Shares shall be in registered form only. A register of Shareholders shall be kept by the Company and shall contain, at least, the precise identification of each Shareholder, the number of his Ordinary Shares and, if applicable, their transfer and the date of transfer.

9.4 The Shares are indivisible with regard to the Company, which admits only one owner per Share.

Management

Art. 10.

10.1 The Company is managed by a board of managers (the "Board" or the "Board of Managers" and each member of the Board of Managers is referred to as a "Manager" in his individual capacity) consisting of Class A Managers and Class B Managers. The Managers need not be Shareholders and the Managers shall, at any time, not be less than two in number. However, when all the shares of the Company are held by a Sole Shareholder, the Board of Managers may be formed with a sole Manager under the conditions stated in the Law.

10.2 When a legal person is appointed as a member of the Board of Managers, such legal person shall inform the Company of the name of the individual that it has appointed to serve as its permanent representative in the exercise of its mandate of Manager of the Company.

10.3 The Manager(s) shall be appointed, and his/their remuneration determined, by a resolution of the general meeting of Shareholders taken by simple majority of the votes cast, or of the Sole Shareholder (as the case may be). The remuneration of the Manager(s) can be modified by a resolution taken at the same majority conditions.

10.4 The general meeting of Shareholders or the Sole Shareholder (as the case may be) may, at any time and ad nutum, remove and replace any Manager.

10.5 In case of vacancy in the office of Manager by reason of death or resignation of a Manager or otherwise, (i) if there is a Sole Shareholder, the remaining Managers shall request the Sole Shareholder to appoint a replacement Manager, or (ii) if there is no Sole Shareholder, the remaining Managers may, by way of co-optation, elect another Manager to fill such vacancy until the next Shareholders' meeting in accordance with the Law.

10.6 The term of the office of the Manager(s) is fixed by the general meeting of the Shareholders or by the decision of the Sole Shareholder.

10.7 The Board of Managers is vested with the broadest powers to perform all acts necessary or useful for accomplishing the Company's purpose. All powers not expressly reserved by the Law or the Articles to the general meeting of Shareholders or to the Sole Shareholder (as the case may be) fall within the competence of the Board of Managers.

10.8 In dealing with third parties, the Board of Managers will have all powers to act in the name of the Company in all circumstances and to carry out and approve all acts and operations consistent with the Company's purpose and provided the terms of these articles shall have been complied with.

10.9 The day-to-day management of the business of the Company and the power to represent the Company with respect thereto may be delegated to one or more Managers and/or agents, who need not be Shareholders of the Company. The delegation in favor of a member of the Board of Managers is subject to the prior authorization of the general meeting of Shareholders.

10.10 The Company will be bound by the joint signatures of any class A Manager and class B Manager, except for the following acts and operations where the company will be validly bound by the sole signature of one class B Manager:

- opening and closing of bank accounts,

- securing legal and accounting advice,
- dealing with general financial and tax returns, and
- general day-to-day administrative tasks, including the relations which the company may have with the Luxembourg administrations,

or the Company will be bound by the sole signature of the Company's sole Manager.

10.11 The Board of Managers may from time to time sub-delegate its/his powers for specific tasks to one or several ad hoc agent(s) who need not be Shareholder(s) or Manager(s) of the Company.

10.12 The Board of Managers will determine the powers, duties and remuneration (if any) of its agent(s), the duration of the period of representation and any other relevant conditions of his/their agency.

Art. 11.

11.1 The Board of Managers shall appoint among its members a chairman which in case of tie vote, shall not have a casting vote. The chairman shall preside at all meetings of the Board of Managers. In case of absence of the chairman, the Board of Managers shall be chaired by a Manager present and appointed for that purpose. The Board of Managers may also appoint a secretary, who need not be a Manager, who shall be responsible for keeping the minutes of the meetings of the Board of Managers or for other matters as may be specified by the Board of Managers.

11.2 The Board of Managers shall meet when convened by one Manager.

11.3 Notice of any meeting of the Board of Managers shall be given to all Managers at least 2 (two) days in advance of the time set for such meeting except in the event of emergency (the nature of which is to be set forth in the minutes of the meeting), when such notice shall be given as soon as possible.

11.4 Any convening notice shall specify the time and place of the meeting and the nature of the business to be transacted.

11.4.1 Convening notices can be given to each Manager by word of mouth, in writing or by fax, cable, telegram, telex, electronic means or by any other suitable communication means.

11.4.2 The notice may be waived by the consent, in writing or by fax, cable, telegram or telex, electronic means or by any other suitable communication means, of each Manager.

11.4.3 The meeting will be duly held without prior notice if all the Managers are present or duly represented.

11.4.4 No separate notice is required for meetings held at times and places specified in a schedule previously adopted by a resolution of the Board of Managers.

11.4.5 Any Manager may act at any meeting of Managers by appointing in writing or by fax, cable, telegram, telex or electronic means another Manager as his proxy. A Manager may represent more than one Manager.

11.5 Any meeting of the Board of Managers shall take place in the Grand Duchy of Luxembourg and shall require at least the presence of half of the Managers, either present in person or by representative, which shall form a quorum.

11.5.1 According to article 64bis (3) of the Law, the Managers may participate in a meeting of the Board of Managers by phone, videoconference, or any other suitable telecommunication means allowing for their identification.

11.5.2 Such participation in a meeting is deemed equivalent to a participation in person at a meeting of the Managers.

11.6 Decisions of the Board of Managers are taken by the majority of Managers participating to the meeting or duly represented thereto.

11.7 The deliberations of the Board of Managers shall be recorded in the minutes, which have to be signed by the chairman or, if applicable, by his substitute, or by two Managers present at the meeting. The proxies will remain attached to the Board minutes. Any transcript of or excerpt from these minutes shall be signed by the chairman or two Managers.

11.8 In case of emergency, a resolution in writing approved and signed by all Managers shall have the same effect as a resolution passed at a meeting of the Board of Managers.

11.8.1 In such cases, written resolutions can either be documented in a single document or in several separate documents having the same content.

11.8.2 Written resolutions may be transmitted by ordinary mail, fax, cable, telegram, telex, electronic means, or any other suitable telecommunication means.

11.9 When the Board of Managers is composed of a sole Manager, resolutions are taken by the sole Manager at such time and place determined upon its sole discretion and shall be recorded in a written document signed by it.

Art. 12. Any Manager does not contract in his function any personal obligation concerning the commitments regularly taken by him in the name of the Company; as a representative of the Company he is only responsible for the execution of his mandate.

General Meetings of Shareholder(s)

Art. 13. In case of plurality of Shareholders, decisions of the Shareholders are taken by a general meeting of the Shareholders. One general meeting shall be held annually at the registered office of the Company on a date to be determined at the discretion of the Board of Managers between 1 March and 30 June. If such a day is a public holiday, the general meeting shall be held the following business day at the same time. Other general meetings of Shareholders shall be held in the place, on the day and at the time specified in the notice of the meeting.

Art. 14. General meetings of Shareholders are convened by the Board of Managers.

14.1 Written notices convening a general meeting and setting forth the agenda shall be made pursuant to the Law and shall be sent to each Shareholder at least 8 (eight) days before the meeting.

14.2 All notices must specify the time and place of the meeting.

14.3 If all Shareholders are present or represented at the general meeting and state that they have been duly informed on the agenda of the meeting, the general meeting may be held without prior notice.

14.4 Any Shareholder may act at any general meeting by appointing in writing or by fax, cable, telegram, telex, electronic means or by any other suitable telecommunication means another person who needs not be Shareholder.

14.5 The Managers may attend and speak in general meetings of Shareholders.

14.6 General meetings of Shareholders deliberate at the quorum and majority vote determined by the Law.

14.7 Minutes shall be signed by the bureau of the meeting and by the Shareholders who request to do so.

Art. 15. A Sole Shareholder exercises alone the powers devolved to the meeting of Shareholders by the Law.

Art. 16. Each Ordinary Share is entitled to one vote.

Financial year - Balance sheet

Art. 17. The Company's financial year begins on January 1st and closes on December 31st.

Art. 18. Each year, with effect as of the 31st of December, the Board of Managers will draw up the balance sheet which will contain a record of the assets of the Company together with its debts and liabilities and be accompanied by an annex containing a summary of all its commitments and the debts of the Manager(s) towards the Company, if any.

At the same time the Board of Managers will prepare a profit and loss account of the Company.

Art. 19. 15 (fifteen) days before the annual general meeting of Shareholders, each Shareholder may inspect at the head office of the Company the balance sheet, the profit and loss account and any other financial document made available by the Board of Managers.

Reserves

Art. 20. From the annual net profits of the Company, five per cent (5%) shall be allocated to the reserve required by the Law. This allocation shall cease to be required as soon as such legal reserve amounts to ten per cent (10%) of the capital of the Company as stated or as increased or reduced from time to time as provided in article 7 of these Articles.

Dividend and Interim dividend

Art. 21. The shareholders resolve to change the rules for the distribution of dividends/allocation of liquidation as follow: the allocation of the capital gains derived from the subsidiary Ziloti to the holders of Class A shares, dividend income paid by the subsidiary Ziloti will be shared between the holders of Class B shares, interest income from the subsidiary Ziloti will be shares between the holders of Class C shares and income from the subsidiary Abengoa will be shares between the holders of Class D shares according to the rules defined in the articles of association further to their amendment.

The other profits of the Company shall be shared between the holders of ordinary corporate units pro rata to the ordinary corporate units they hold.

Art. 22. The board of managers or the general meeting of shareholders may proceed to the payment of interim dividends, under the reservation that (i) interim accounts have been drawn-up showing that sufficient funds are available, (ii) the amount to be distributed does not exceed total profits made since the end of the last financial year for which the annual accounts have been approved, plus any profits carried forward and sums drawn from reserves available for this purpose, less losses carried forward and any sums to be placed to reserve pursuant to the requirements of the law or of these articles of association and (iii) the Company's auditor, if any, has stated in his/her report to the board of managers that the first two conditions have been satisfied.

Dissolution - Liquidation

Art. 23. The general meeting of Partners under the conditions required for amendment of the Articles may resolve the dissolution of the Company.

Art. 24. The liquidation will be carried out by one or more liquidators, physical or legal persons, appointed by the general meeting of Shareholders or by the Sole Shareholder which will specify their powers and fix their remuneration.

Applicable law

Art. 25. Reference is made to the provisions of the Law for which no specific provision is made in these Articles.

Costs

The expenses, costs, fees and charges of any kind whatsoever which will have to be borne by the Company as a result of the present deed are estimated at approximately EUR 4.000.

The undersigned notary, who knows English, states that on request of the appearing party, the present deed is worded in English, followed by a French version and in case of discrepancies between the English and the French text, the English version will be binding.

WHEREOF, the present notarial deed was drawn up in Luxembourg, on the day indicated at the beginning of this deed.

The document having been read to the appearing party, is known to the notary by his name, surname, civil status and residence, the said person appearing signed together with us, the notary, the present original deed.

Suit la traduction française du texte qui précède:

L'an deux mille quinze, le vingt- huit mai.

Par-devant Nous Maître Martine Schaeffer, notaire de résidence à Luxembourg.

A COMPARU:

Redwood Master Fund, Ltd, une société existant sous les lois des Iles Cayman, avec siège social au 89, Nexus Way, KY1-9007 Camana Bay, Grand Cayman, ("l'Associé Unique"),

ici représentée par Mr Gianpiero SADDI, clerc de notaire, demeurant professionnellement à Luxembourg, en vertu d'une procuration donnée sous seing privé donnée le 8 mai 2015.

Ladite procuration, après avoir été signée «ne varietur» par le mandataire et par le notaire instrumentant, restera annexée au présent acte pour les besoins de l'enregistrement.

L'Associé Unique a requis le notaire instrumentant d'acter ce qui suit:

I. Qu'il est le seul actuel associé de RMF Financial Holdings, une société à responsabilité limitée de droit Luxembourgeois, ayant son siège social au 16, allée Marconi à L-2120 Luxembourg, inscrite au R.C.S. Luxembourg B 176120, constituée par acte du notaire Francis KESSELER, alors de résidence à Esch-sur-Alzette, le 5 mars 2013, publié au Mémorial C, Recueil des Sociétés et Associations, du 21 mai 2013, numéro 1187 ("la Société").

III. L'Associé Unique prendre les résolutions suivantes:

Première résolution

L'associé unique décide de remplacer les actuelles 200,000 (deux cent mille) parts sociales (les "Parts Sociales Ordinaires"), par

199.996 (cent quatre-vingt-dix-neuf mille neuf cent quatre-vingt-seize) Parts Sociales Ordinaires,

1 (une) Part Sociale de catégorie A,

1 (une) Part Sociale de catégorie B,

1 (une) Part Sociale de catégorie C et

1 (une) Part Sociale de catégorie D,

ayant toutes une valeur nominale de EUR 10,- (dix euros) chacune.

Deuxième résolution

L'Associé Unique décide ensuite d'augmenter le capital social de la société d'un montant de EUR 4,817,630 (quatre millions huit cent dix-sept mille six cent trente Euros),

afin de le porter de son montant actuel de EUR 2,000,000 (deux millions d'Euros) à EUR 6,817,630 (six millions huit cent dix-sept mille six cent trente Euros),

par l'émission en faveur de l'Associé Unique de:

- 244,708.- Parts Sociales Ordinaires,

- 31,599.- Parts Sociales de catégorie A,

- 31,599.- Parts Sociales de catégorie B et

- 173.857.- Parts Sociales de catégorie,

toutes d'une valeur nominale de EUR 10 (dix Euros) (les Nouvelles Parts);

Souscription - Libération

Ensuite, l'Associé Unique, représenté comme dit ci-avant, déclare souscrire à toutes les Nouvelles Parts comme dit ci-avant et les libérer intégralement à leur valeur nominale moyennant versement en espèces de EUR 4,817,630 (quatre millions huit cent dix-sept mille six cent trente Euros)

La somme de EUR 4,817,630 (quatre millions huit cent dix-sept mille six cent trente Euros) est à la libre disposition de la société ainsi qu'il en a été justifié au notaire instrumentaire.

Troisième résolution

L'Associé Unique décide ensuite de procéder à une refonte totale des statuts afin de reprendre les modifications ci-avant sans toutefois changer ni le nom, ni l'objet social ni l'année fiscales,

lesquels statuts auront dorénavant la teneur coordonnée suivante:

Dénomination - Objet - Siège - Durée

Art. 1^{er}. Il est constitué par cet acte une société à responsabilité limitée (ci-après la 'Société'), régie par les présents Statuts et par les lois luxembourgeoises actuellement en vigueur, notamment par celle du 10 août 1915 sur les sociétés commerciales, telle que modifiée (ci-après la 'Loi').

Art. 2. La dénomination de la Société sera RMF Financial Holdings.

Art. 3. La Société a pour objet la création, le développement et la réalisation d'un portfolio se composant de participations et de droits de toute nature, et de toute autre forme d'investissement dans des entités du Grand-Duché de Luxembourg et dans des entités étrangères, que ces entités soient déjà existantes ou encore à créer, notamment par souscription, acquisition par achat, vente ou échange de titres ou de droits de quelque nature que ce soit, tels que des titres participatifs, des titres représentatifs d'une dette, des brevets et des licences, ainsi que la gestion de ce portfolio, et d'effectuer tout acte qu'elle jugera utile à l'accomplissement et au développement de son objet.

3.1 La Société pourra également:

- accorder toute forme de garantie pour l'exécution de toute obligation de la Société ou de toute entité dans laquelle la Société détient un intérêt direct ou indirect ou un droit de toute nature, ou dans laquelle la Société a investi de toute autre manière, ou qui fait partie du même groupe d'entités que la Société, ou de tout directeur ou autre titulaire ou agent de la Société, ou de toute entité dans laquelle la Société détient un intérêt direct ou indirect ou un droit de toute nature, ou dans laquelle la Société a investi de toute autre manière, ou qui fait partie du même groupe d'entités que la Société;

- recevoir des prêts de toute entité qui détient un intérêt direct ou indirect ou un droit de toute nature dans laquelle la Société, ou qui a investi de toute autre manière, ou qui fait partie du même groupe d'entités que la Société, ou assister une telle entité de toute autre manière; et,

- accorder des prêts à toute entité dans laquelle la Société détient un intérêt direct ou indirect ou un droit de toute nature, ou dans laquelle la Société a investi de toute autre manière, ou qui fait partie du même groupe d'entités que la Société, ou assister une telle entité de toute autre manière.

3.2 La Société peut réaliser toutes les transactions qui serviront directement ou indirectement son objet. Dans le cadre de son objet la Société peut notamment:

- rassembler des fonds, notamment en faisant des emprunts auprès de qui ce soit ou en émettant tous titres participatifs ou tous titres représentatifs d'une dette, incluant des obligations, en acceptant toute autre forme d'investissement ou en accordant tous droits de toute nature;

- participer à la constitution, au développement et/ou au contrôle de toute entité dans le Grand-Duché de Luxembourg ou à l'étranger; et

- agir comme associé/actionnaire responsable indéfiniment ou de façon limitée pour les dettes et engagements de toute société du Grand-Duché de Luxembourg ou à l'étranger.

Art. 4. Le siège social de la Société est établi dans la ville de Luxembourg, Grand-Duché de Luxembourg.

4.1 Le siège social pourra être transféré dans la commune de la ville de Luxembourg par décision du Conseil de Gérance.

4.2 Le siège social de la Société pourra être transféré en tout autre lieu au Grand-duché de Luxembourg ou à l'étranger par décision de l'assemblée générale extraordinaire des associés (les 'Associés') ou de l'associé unique (l'«Associé Unique») (selon le cas) adoptée selon les conditions requises pour la modification des Statuts.

La Société pourra ouvrir des bureaux ou succursales (sous forme d'établissement permanent ou non) tant au Grand-Duché de Luxembourg qu'à l'étranger.

4.3 Au cas où le Conseil de Gérance estimerait que des événements extraordinaires d'ordre politique, économique ou social de nature à compromettre l'activité normale au siège social ou la communication aisée avec ce siège ou de ce siège avec l'étranger se sont produits ou sont imminents, il pourra transférer provisoirement le siège social à l'étranger jusqu'à cessation complète de ces circonstances anormales; cette mesure provisoire n'aura toutefois aucun effet sur la nationalité de la Société laquelle, nonobstant ce transfert provisoire du siège, restera luxembourgeoise. Pareille déclaration de transfert provisoire du siège social sera faite et portée à la connaissance des tiers par le Conseil de Gérance.

Art. 5. La Société est constituée pour une durée indéterminée.

Art. 6. Les créanciers, représentants, ayants droit ou héritiers des Associés ne pourront pour quelque motif que ce soit, requérir l'apposition de scellés sur les biens et documents de la Société, ni s'immiscer en aucune manière dans les actes de son administration. Ils doivent pour l'exercice de leurs droits s'en rapporter aux inventaires sociaux et aux décisions des assemblées des Associés ou de l'Associé Unique.

Capital social - Actions

Art. 7. Le capital social est fixé à EUR 6.817.630,- (six millions huit cents dix-sept mille six cent trente euros), représenté par 444.704 (quatre cent quarante-quatre mille sept cent quatre mille) Parts Sociales ordinaires, 31.600 (trente et un mille six cents) Parts Sociales de catégorie A, 31.600 (trente et un mille six) Parts Sociales de catégorie B, 1 (une) Parts Sociales de catégorie C et 173.858 (cent soixante-treize mille huit cent cinquante-huit) Parts Sociales de catégorie D, ayant une valeur nominale de EUR 10,- (dix euros) chacune.

En plus du capital social, un compte de prime d'émission et/ou un compte d'apport en capital (compte 115 "Apport en capitaux propres non rémunéré par des titres") peut être établi. L'avoir de ce compte de prime d'émission et/ou du compte d'apport en capital (le cas échéant) peut être utilisé pour payer les parts sociales que la Société pourrait racheter des associés, pour compenser des pertes nettes, pour effectuer des distributions aux associés, ou pour être affecté à la réserve légale.

Le montant du capital social de la Société peut être augmenté ou réduit par résolution de l'assemblée générale des Associés ou par décision de l'Associé Unique (selon le cas) prise dans les formes requises pour la modification des Statuts.

Art. 8. Chaque part sociale confère un droit de vote identique lors de la prise de décisions et chaque Associé a un nombre de droit de vote proportionnel aux nombres de parts sociales qu'il détient.

Art. 9.

9.1 Dans l'hypothèse où il n'y a qu'un Associé Unique, les Parts Sociales détenues par celui-ci sont librement transmissibles.

Dans l'hypothèse où il y a plusieurs associés, les Actions Parts Sociales détenues par chacun d'entre eux ne sont transmissibles que moyennant l'application des règles prescrites par l'article 189 de la loi.

Les Parts Sociales sont librement cessibles entre associés.

Aucune cession de Parts Sociales entre vifs à un tiers non-associé ne peut être effectuée que moyennant l'agrément donné en assemblée générale des associés représentant plus de trois quarts du capital social.

Pour le reste il est référé aux dispositions des articles 189 et 190 de la loi coordonnée sur les sociétés commerciales.

9.2 Les Parts Sociales auront la forme Parts Sociales nominatives uniquement. Un registre des Associés sera tenu par la Société et mentionnera, au moins, l'identification précise de chaque Associé, le nombre d'Actions qu'il détient et, le cas échéant, leur transfert et la date de ce transfert.

9.3 Les Parts Sociales sont indivisibles à l'égard de la Société, qui ne reconnaît qu'un seul propriétaire pour chacune d'elles.

Gérance

Art. 10.

10.1 La Société est gérée par un conseil de gérance (le "Conseil" ou le "Conseil de Gérance" et chaque membre du Conseil de Gérance est un "Gérant") consistant en des Gérants de Classe A et des Gérants de Classe B. Les Gérants n'ont pas besoin d'être Associés. Toutefois, lorsque toutes les Parts Sociales sont détenues par un Associé Unique, le Conseil de Gérance peut être composé d'un Gérant unique dans les conditions prévues par la Loi.

10.2 Lorsqu'une personne morale est nommée en tant que membre du Conseil de Gérance, elle devra informer la Société du nom de la personne physique qu'elle a nommé pour agir en tant que son représentant permanent dans l'exercice de son mandat de Gérant de la Société.

10.3 Le (s) Gérant(s) est/sont nommé(s) et sa/leur rémunération est fixée par résolution de l'assemblée générale des Associés ou de l'Associé Unique (selon le cas) prise à la majorité simple des voix. La rémunération du (des) Gérant(s) peut être modifiée par résolution prise dans les mêmes conditions de majorité.

10.4 Le (s) Gérant(s) peut/peuvent être révoqué(s) et remplacé(s) à tout moment, avec ou sans justification, par une résolution de l'assemblée générale des Associés ou de l'Associé unique (selon le cas).

10.5 En cas de vacance d'un poste de Gérant en raison du décès ou de la démission d'un Gérant ou pour toute autre raison, (i) au cas où il n'y a qu'un Associé Unique, les autres Gérants demanderont à l'Associé Unique de nommer un nouveau Gérant pour pourvoir à cette vacance, (ii) en cas de pluralité d'Associés, les autres Gérants peuvent, par voie de cooptation, élire un nouveau Gérant pour pourvoir à cette vacance jusqu'à l'assemblée générale suivante selon les dispositions de la Loi.

10.6 La durée du mandat du (des) Gérant(s) est fixée par l'assemblée générale des Associés ou par décision de l'Associé unique.

10.7 Le Conseil de Gérance est investi des pouvoirs les plus étendus pour accomplir tous les actes nécessaires ou utiles pour l'accomplissement de l'objet social de la Société. Tous les pouvoirs non expressément réservés à l'assemblée générale des Associés ou à l'Associé Unique (selon le cas) par la Loi ou les Statuts seront de la compétence du Conseil de Gérance.

10.8 Vis-à-vis des tiers, le Conseil de Gérance aura tous pouvoirs pour agir en toutes circonstances au nom de la Société et de réaliser et approuver tous actes et opérations en relation avec l'objet social et dans la mesure où les termes de ces Statuts auront été respectés.

10.9 La gestion journalière des affaires de la Société et le pouvoir de représenter la Société dans ce cadre peut être déléguée à un ou plusieurs Gérants, qui peut / peuvent ne pas être Associés de la Société. La délégation en faveur d'un membre du Conseil de Gérance est soumise à l'autorisation préalable de l'assemblée générale des Associés.

10.10 La Société sera engagée par la signature conjointe d'un Gérant de Classe A et un Gérant de Classe B si le conseil est composé d'au moins 3 Gérants, excepté pour les actes et opérations suivants pour lesquels la société sera valablement engagée par la signature individuelle d'un gérant de catégorie B:

- ouverture et fermeture de comptes bancaires;

- conseil juridique sécurisant ou comptable;
- traitement de déclarations financières générales et fiscales;
- attributions administratives générales quotidiennes, en ce compris les rapports que la société peut entretenir avec les administrations luxembourgeoises.

ou la Société sera engagée par la seule signature du Gérant unique de la Société.

10.11 Le Conseil de Gérance peut, de temps en temps, subdéléguer une partie de ses pouvoirs pour des tâches spécifiques à un ou plusieurs agents ad hoc qui ne doivent pas être nécessairement Associés ou Gérants de la Société.

10.12 Le Conseil de Gérance détermine les responsabilités et la rémunération (s'il y a lieu) de ces agents, la durée de leur mandat ainsi que toutes autres conditions de leur mandat.

Art. 11.

11.1 Le Conseil de Gérance désignera parmi ses membres un président qui, en cas d'égalité des voix, n'aura pas voix prépondérante. Le président présidera à toutes les réunions du Conseil de Gérance. En cas d'absence du président, le Conseil de Gérance sera présidé par un Gérant présent et nommé à cet effet. Le Conseil de Gérance peut également choisir un secrétaire, lequel n'est pas nécessairement Gérant, qui sera responsable de la conservation des procès-verbaux des réunions du Conseil de Gérance ou de l'exécution de toute autre tâche spécifiée par le Conseil de Gérance.

11.2 Le Conseil de Gérance se réunira suite à la convocation faite par un Gérant.

11.3 Pour chaque Conseil de Gérance, des convocations devront être établies et envoyées à chaque Gérant au moins 2 (deux) jours avant la réunion sauf en cas d'urgence, (la nature de cette urgence devant être déterminée dans le procès-verbal de la réunion du Conseil de Gérance) où des convocations devront être établies dès que possible.

11.4 Toutes les convocations devront spécifier l'heure et le lieu de la réunion et la nature des affaires à traiter.

11.4.1 Les convocations peuvent être faites aux Gérants oralement, par écrit ou par télécopie, câble, télégramme, télex, moyens électroniques ou par tout autre moyen de communication approprié.

11.4.2 Chaque Gérant peut renoncer à cette convocation par écrit ou par télécopie, câble, télégramme, télex, moyens électroniques ou par tout autre moyen de communication approprié.

11.4.3 Les réunions du Conseil de Gérance se tiendront valablement sans convocation si tous les Gérants sont présents ou représentés.

11.4.4 Une convocation séparée n'est pas requise pour les réunions du Conseil de Gérance tenues à l'heure et au lieu précisé précédemment lors d'une résolution du Conseil de Gérance.

11.4.5 Chaque Gérant peut prendre part aux réunions du Conseil de Gérance en désignant par écrit ou par télécopie, câble, télégramme, télex ou tout autre moyen de communication électronique un autre Gérant pour le représenter. Un Gérant peut représenter plusieurs autres Gérants.

11.5 Les réunions du Conseil de Gérance se tiendront au Grand-Duché de Luxembourg et requerront la présence de la moitié des Gérants en personne ou représentés, laquelle sera constitutive du quorum.

11.5.1 Conformément à l'article 64bis (3) de la Loi, les Gérants peuvent assister à une réunion du Conseil de Gérance par téléphone, vidéoconférence ou par tout autre moyen de communication approprié permettant leur identification.

11.5.2 Une telle participation à une réunion du Conseil de Gérance est réputée équivalente à une présence physique à la réunion.

11.6 Les décisions du Conseil de Gérance sont adoptées à la majorité des voix des Gérants participant à la réunion ou qui y sont valablement représentés.

11.7 Les délibérations du Conseil de Gérance sont transcrites par un procès-verbal, qui est signé par le président ou, si cela est applicable, par son remplaçant ou par deux Gérants présents à l'assemblée. Les procurations resteront annexées au procès-verbal. Toute copie ou extrait de ce procès-verbal sera signé par le président ou deux Gérants.

11.8 En cas d'urgence, une résolution écrite approuvée et signée par tous les Gérants auront le même effet qu'une résolution prise lors d'une réunion du Conseil de Gérance.

11.8.1 Dans un tel cas, les résolutions écrites peuvent soit être documentées dans un seul document ou dans plusieurs documents ayant le même contenu.

11.8.2 Les résolutions écrites peuvent être transmises par lettre ordinaire, fax, câble, télégramme, moyens de communication électroniques ou tout autre moyen de communication approprié.

11.9 Lorsque le Conseil de Gérance est composé d'un Gérant unique, les décisions sont prises par le Gérant unique, aux moments et lieux qu'il déterminera, par résolutions écrites qu'il signera.

Art. 12. Un Gérant ne contracte en raison de ses fonctions, aucune obligation personnelle quant aux engagements régulièrement pris par lui au nom de la Société; simple mandataire, il n'est responsable que de l'exécution de son mandat.

Assemblées générales des Associés

Art. 13. En cas de pluralité d'Associés, les décisions des Associés sont prises en assemblée générale des Associés. Une assemblée générale annuelle est tenue au siège de la Société à une date déterminée selon la discrétion du Conseil de Gérance entre le 1^{er} mars et le 30 juin. Si ce jour est un jour férié, l'assemblée générale des Associés se tiendra le jour ouvrable

suivant à la même heure. Toute autre assemblée générale des Associés se tient au lieu, à l'heure et au jour fixé dans la convocation à l'assemblée.

Art. 14. Les assemblées générales des Associés ou de l'Associé Unique sont convoquées par le Conseil de Gérance.

14.1 Une convocation écrite à une assemblée générale indiquant l'ordre du jour est faite conformément à la Loi et est adressée à chaque Associé au moins 8 (huit) jours avant l'assemblée.

14.2 Toutes les convocations doivent mentionner la date et le lieu de l'assemblée générale.

14.3 Si tous les Associés sont présents ou représentés à l'assemblée générale et indiquent avoir été dûment informés de l'ordre du jour de l'assemblée, l'assemblée générale peut se tenir sans convocation préalable.

14.4 Tout Associé peut se faire représenter à toute assemblée générale en désignant par écrit ou par télécopie, câble, télégramme, télex, moyens de communication électroniques ou tout autre moyen de télécommunication approprié un tiers qui ne doit pas être nécessairement Associé.

14.5 Les Gérants peuvent assister et prendre la parole aux assemblées générales des Associés.

14.6 Les assemblées générales des Associés délibèrent aux conditions de quorum et de majorité requises par la Loi.

14.7 Les procès-verbaux des assemblées sont signés par le bureau de l'assemblée et par les Associés qui en font la demande.

Art. 15. L'Associé Unique exerce seul les pouvoirs dévolus par la Loi à l'assemblée des Associés.

Art. 16. Chaque Action Ordinaire donne droit à un vote.

Exercice social - Comptes annuels

Art. 17. L'exercice social commence le 1^{er} janvier et se termine le 31 décembre.

Art. 18. Chaque année, avec effet au 31 décembre, le Conseil de Gérance établira le bilan qui contiendra l'inventaire des avoirs de la Société et de toutes ses dettes avec une annexe contenant le résumé de tous ses engagements, ainsi que les engagements et les dettes éventuels des Gérants envers la Société.

Dans le même temps, le Conseil de Gérance préparera un compte de profits et pertes.

Art. 19. 15 (quinze) jours avant l'assemblée générale annuelle des Associés, tout Associé peut prendre connaissance au siège social de la Société du bilan, du compte de profits et pertes et de tout document financier librement mis à disposition par le Conseil de Gérance.

Réserves

Art. 20. Chaque année, cinq pour cent (5%) du bénéfice net seront affectés à la réserve légale. Ces prélèvements cesseront d'être obligatoires lorsque la réserve légale aura atteint un dixième du capital social tel qu'augmenté ou réduit le cas échéant tel que prévu à l'article 7 des présents Statuts.

Dividendes et dividendes intérimaires

Art. 21. Les Associés décident de modifier les règles de distribution de dividende/répartition du boni de liquidation comme suit: l'allocation des plus-values générées par la participation Ziloti aux détenteurs de Parts Sociales de Classe A, les dividendes distribués par la participation Ziloti se répartiront entre les détenteurs de Parts Sociales de Classe B, les revenus d'intérêts générés par la Participation Ziloti se répartiront entre les détenteurs de Parts Sociales de Classe C et les revenus liés à la participation Abengoa se répartiront entre les détenteurs de Parts Sociales de Classe D suivant les règles définies par les statuts tels qu'amendés.

Les autres profits de la Société seront partagés entre les détenteurs de Parts Sociales ordinaires au prorata du nombre de Parts Sociales ordinaires qu'ils détiennent.

Art. 22. Le conseil de gérance ou l'assemblée générale des associés pourra procéder à la distribution de dividendes intérimaires, sous réserve que (i) des comptes intérimaires ont été établis, démontrant suffisamment de fonds disponibles, (ii) le montant à distribuer n'excède pas la somme totale des bénéfices faites depuis la fin du dernier exercice social pour lequel les comptes annuels ont été approuvés, plus tous les bénéfices reportés et sommes reçues de réserves disponibles à cette fin, moins des pertes reportées et toutes les sommes qui doivent être mises à la réserve conformément aux dispositions de la loi ou des statuts présents et (iii) le commissaire aux comptes de la Société, le cas échéant, a considéré dans son rapport au conseil de gérance, que les deux premières conditions ont été satisfaites

Dissolution - Liquidation

Art. 23. L'assemblée générale des Associés peut décider de la dissolution de la Société dans les conditions requises pour la modification des statuts.

Art. 24. La liquidation s'effectuera par les soins d'un ou de plusieurs liquidateurs, personnes physiques ou morales, nommés par l'assemblée générale des Associés ou par l'Associé Unique qui détermine leurs pouvoirs et leur rémunération.

Loi applicable

Art. 25. Il est renvoyé aux dispositions de la Loi pour l'ensemble des points au regard desquels les présents Statuts ne contiennent aucune disposition spécifique

Estimation des frais

Le montant des dépenses, frais, rémunérations et charges sous quelque forme que ce soit, qui seront supportés par la Société en conséquence du présent acte est estimé à EUR 4.000.

Le notaire soussigné qui comprend et parle l'anglais déclare qu'à la requête du mandataire de l'Associé Unique, le présent acte a été établi en anglais, suivi d'une version française. À la requête du mandataire de l'Associé Unique, et en cas de divergences entre les versions anglaise et française, la version anglaise fera foi.

Dont acte, fait et passé, date qu'en tête des présentes, à Luxembourg.

Après lecture faite au mandataire de l'Associé Unique, ledit mandataire a signé ensemble avec le notaire, l'original du présent acte.

Signé: G. Saddi et M. Schaeffer.

Enregistré à Luxembourg Actes Civils 2, le 8 juin 2015. Relation: 2LAC/2015/12624. Reçu soixante-quinze euros Eur 75.-

Le Receveur (signé): André MULLER.

POUR EXPEDITION CONFORME, délivrée à la demande de la prédite société, aux fins d'inscription au Registre de Commerce.

Luxembourg, le 11 June 2015.

Référence de publication: 2015088394/563.

(150100893) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 11 juin 2015.

Phönix Logistix GmbH, Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-6905 Niederanven, 55, rue Gabriel Lippmann.

R.C.S. Luxembourg B 197.511.

— STATUTEN

Im Jahre zweitausendfünzfzehn, den siebenundzwanzigsten Tag im Monat Mai.

Vor Maître Paul BETTINGEN Notar, mit Amtssitz in Niederanven,

IST ERSCHIENEN:

Frau Zsanett TÓTH, Geschäftsführerin, geboren am 6. Januar 1992 in Gyöngyös (Ungarn), beruflich wohnhaft in L-6905 Niederanven, 55, Rue Gabriel Lippmann.

Die oben benannte Partei erklärt ihre Absicht mit dieser Urkunde eine Gesellschaft mit beschränkter Haftung mit nur einem Gesellschafter zu gründen und die folgende Satzung aufzuzeichnen:

Titel I. - Firma - Sitz - Zweck - Dauer

Art. 1. Es wird hiermit eine Gesellschaft mit beschränkter Haftung gegründet, welche den bestehenden luxemburgischen Gesetzen und insbesondere dem Gesetz vom 10. August 1915 über die Handelsgesellschaften und dessen Abänderungen, dem Gesetz vom 18. September 1933 über Gesellschaften mit beschränkter Haftung, wie abgeändert, und dem Gesetz vom 28. Dezember 1992 über die Ein-Gesellschafter Gesellschaft mit beschränkter Haftung (hiernach die "Gesetze") und der hiernach folgenden Satzung (die "Satzung") unterliegt.

Art. 2. Die Gesellschaft führt die Firma "PHÖNIX LOGISTIX GmbH".

Art. 3. Der Gesellschaftssitz ist in der Gemeinde Niederanven. Er kann auf Grund eines Beschlusses der Gesellschafter, welcher nach den gesetzlichen Regelungen, die für eine Satzungsänderung maßgeblich sind, ergeht, an jeden anderen Ort innerhalb des Großherzogtums Luxemburg verlegt werden.

Im Falle außergewöhnlicher politischer oder wirtschaftlicher Ereignisse, welche auftreten oder sich dringlich ergeben und die normale Aktivität oder Kommunikation am Gesellschaftssitz mit dem Ausland erschweren, kann der Gesellschaftssitz vorübergehend ins Ausland verlegt werden bis diese Ereignisse oder Umstände nicht mehr vorhanden sind.

Eine solche Entscheidung hat keinen Einfluss auf die Nationalität der Gesellschaft. Die Entscheidung wird durch das Organ der Gesellschaft an Drittparteien bekannt gemacht, welches am besten dafür in der Lage ist.

Art. 4. Zweck der Gesellschaft sind die Dienstleistungen im Bereich Logistik.

Zusätzlich kann die Gesellschaft jegliche Handelsaktivitäten ausüben, sofern diese nicht speziell geregelt sind.

Die Gesellschaft kann jede andere Tätigkeit welche mit dem Gesellschaftszweck direkt oder indirekt in Verbindung steht oder welche diesen fördern kann im In- und Ausland, ausüben.

Art. 5. Die Gesellschaft ist auf unbeschränkte Dauer gegründet.

Art. 6. Die Gesellschaft wird nicht durch Insolvenz, Zahlungsunfähigkeit oder Verlust der Geschäftsfähigkeit eines Gesellschafters aufgelöst.

Titel II. - Gesellschaftskapital - Anteile

Art. 7. Das Gesellschaftskapital beträgt ZWÖLFTAUSEND FÜNFHUNDERT EURO (EUR 12.500,-), eingeteilt in einhundert (100) Anteile von je einhundertfünfundzwanzig EURO (EUR 125,-).

Art. 8. Die Anteile können, solange es nur einen Gesellschafter gibt, von diesem Gesellschafter ohne Beschränkungen übertragen werden.

Im Falle, dass es mehrere Gesellschafter gibt, sind die Anteile unter den Gesellschaftern frei übertragbar. Eine Übertragung von Anteilen inter vivos an Nichtgesellschafter kann nur nach Zustimmung von Gesellschaftern, welche mindestens drei Viertel (3/4) des Gesellschaftskapitals vertreten, erfolgen.

Für alle anderen Angelegenheiten wird auf die Artikel 189 und 190 des luxemburgischen Gesetzes über die Handelsgesellschaften verwiesen.

Art. 9. Ein Gesellschafter, seine Erben, Vertreter, Berechtigten oder Gläubiger können weder einen Antrag auf Siegelanlegung an den Gütern und Werten der Gesellschaft stellen, noch in irgendeiner Form den normalen Geschäftsgang der Gesellschaft beeinträchtigen.

Zur Ausübung ihrer Rechte müssen sie sich auf die Bilanzen und die Beschlüsse der Gesellschafterversammlung beziehen.

Titel III. - Geschäftsführung

Art. 10. Die Gesellschaft wird von einem oder mehreren Geschäftsführern, welche von den Gesellschaftern für eine unbestimmte Dauer gewählt werden, verwaltet. Sofern mehrere Geschäftsführer gewählt sind, bilden sie einen Vorstand. Die Geschäftsführer können ohne Angabe von Gründen, ad nutum, abgewählt werden.

Der Geschäftsführer oder, im Falle mehrerer Geschäftsführer, der Vorstand ist mit den größtmöglichen Befugnissen ausgestattet, um alle Handlungen zur Verwaltung und Geschäftstätigkeit der Gesellschaft im Einklang mit dem Gesellschaftszweck durchführen zu können, wobei ihm alle Befugnisse zustehen, die nicht ausdrücklich durch das Gesetz oder diese Satzung der Gesellschafterversammlung zugeschrieben werden.

Sollte die Gesellschaft als Klägerin oder Beklagte in einem Rechtsstreit auftreten, vertritt der Geschäftsführer, oder im Falle des Vorstands der vom Vorstand dafür autorisierte Geschäftsführer, die Gesellschaft in ihrem eigenen Namen.

Der Geschäftsführer oder, im Falle mehrerer Geschäftsführer, der Vorstand kann seine Zuständigkeiten für spezielle Aufgaben an Unterbevollmächtigte oder an einen oder mehrere ad hoc Vertreter delegieren.

Im Falle mehrerer Geschäftsführer kann der Vorstand nur wirksam entscheiden, wenn mindestens die Hälfte seiner Mitglieder anwesend oder vertreten ist.

Beschlüsse des Vorstandes benötigen eine Mehrheit der Stimmen der anwesenden oder vertretenen Geschäftsführer.

Alle Treffen des Vorstands finden in Luxemburg statt.

Beschlüsse, welche von allen Mitgliedern des Vorstandes unterzeichnet sind, gelten als genauso wirksam angenommen, als wenn diese Beschlüsse bei einer korrekt einberufenen und abgehaltenen Vorstandssitzung getroffen worden wären. Die Unterschriften können auf einem einzelnen Dokument oder auf mehreren identischen Kopien erscheinen und sie können durch Brief, Telefax oder ähnliche Kommunikation nachgewiesen werden.

Außerdem soll jedes Vorstandsmitglied - welches an einer Vorstandssitzung im Wege einer Kommunikationshilfe (einschließlich Telefon) teilnimmt, welche es den (selbst, durch Vollmacht oder ebenfalls durch eine Kommunikationshilfe) anwesenden Vorstandsmitgliedern erlaubt, das andere Vorstandsmitglied jederzeit während der Sitzung zu hören und selbst gehört zu werden - als für diese Vorstandssitzung anwesend gelten und soll bei der Aufstellung des Quorums und mit seiner Stimme bei Abstimmungen während einer solchen Sitzung berücksichtigt werden.

Sollte ein Beschluss im Wege einer Telefonkonferenz gefasst werden, so soll der Beschluss als in Luxemburg gefasst gelten, sofern die Telefonkonferenz von Luxemburg aus initiiert wurde.

Titel IV. - Gesellschafterversammlung

Art. 11. Der einzige Gesellschafter ist mit allen Zuständigkeiten ausgestattet, die der Gesellschafterversammlung nach Abschnitt XII des Gesetzes vom 10. August 1915 eingeräumt werden.

Alle Entscheidungen, welche nicht in den Zuständigkeitsbereich des Geschäftsführers oder des Vorstands fallen, können vom Gesellschafter getroffen werden. Jede solche Entscheidung muss schriftlich verfasst, in einem Protokoll festgehalten und in einem speziellen Register registriert werden.

Sollte mehr als ein Gesellschafter existieren, so werden die Beschlüsse der Gesellschafter in der Gesellschafterversammlung gefasst oder durch schriftliche Beratung auf Initiative der Geschäftsführung. Beschlüsse gelten nur als angenommen, wenn Gesellschafter, welche mehr als fünfzig Prozent (50%) des Kapitals vertreten, zugestimmt haben.

Beschlüsse zur Abänderung dieser Satzung nur wirksam gefasst werden, wenn ein solcher Beschluss von drei Viertel (3/4) der anwesenden oder vertretenen Stimmrechte gefasst wird, wobei mindestens fünfzig Prozent (50%) des existierenden Gesellschaftskapitals bei der Generalversammlung anwesend sein muss, ergänzt durch die Vorschriften des Gesetzes.

Alle Gesellschafterversammlungen finden in Luxemburg statt.

Jeder Gesellschaftsanteil beinhaltet das Recht zur Abgabe einer Stimme auf jeder Gesellschafterversammlung.

Jeder Gesellschafter kann im Wege einer schriftlichen Vollmacht eine andere Person, die kein Gesellschafter sein muss, autorisieren, ihn auf einer Gesellschafterversammlung zu vertreten und in seinem Namen und auf seine Rechnung abzustimmen.

Titel IV. - Geschäftsjahr - Gewinn - Reserven

Art. 12. Das Geschäftsjahr der Gesellschaft beginnt am ersten Tag des Monats Januar eines Jahres und endet am letzten Tag des Monats Dezember des desselben Jahres.

Art. 13. Jedes Jahr, am letzten Tag des Monats Dezember, werden ein Inventar der Aktiva und Verpflichtungen der Gesellschaft, sowie eine Bilanz und eine Gewinn- und Verlustrechnung erstellt.

Das Einkommen der Gesellschaft, nach Abzug der generellen Ausgaben und der Unkosten, der Abschreibungen und der Provisionen, stellt den Nettogewinn dar.

Fünf Prozent (5%) des Nettogewinns werden dem gesetzlichen Reservefonds zugeführt; dieser Abzug ist solange obligatorisch, bis der Reservefonds zehn Prozent (10%) des Gesellschaftskapitals umfasst. Der Abzug muss allerdings wieder bis zur vollständigen Herstellung des Reservefonds aufgenommen werden, wenn der Fond, zu welchem Zeitpunkt und aus welchem Grund auch immer, vermindert wurde.

Der verbleibende Betrag des Nettogewinns steht der Gesellschafterversammlung der Gesellschafter zur Verfügung.

Titel VI. - Liquidation - Auflösung

Art. 14. Im Falle der Auflösung der Gesellschaft wird die Liquidation von einem oder mehreren Liquidatoren ausgeführt, welche keine Gesellschafter sein müssen und welche von der Gesellschafterversammlung, mit der in Artikel 142 des Gesetzes vom 10. August 1915 und seinen Abänderungsgesetzen bestimmten Mehrheit, ernannt werden. Der (die) Liquidator(en) verfüg(en) über die weitestgehenden Befugnisse zur Realisierung des existierenden Vermögens und Begleichung der Verpflichtungen.

Der nach der Begleichung aller Kosten, Schulden und Ausgaben, welche aufgrund der Liquidation entstehen, zur Verfügung stehende Betrag soll verwendet werden, um die von den Gesellschaftern auf Gesellschaftsanteile eingezahlten Beträge zurückzuzahlen.

Der danach noch bestehende Restbetrag wird an die Gesellschafter im Verhältnis ihrer Gesellschaftsbeteiligung ausgezahlt.

Titel VII. - Verschiedenes

Art. 15. Für alle Punkte, die nicht in dieser Satzung festgelegt sind, verweisen die Parteien auf die bestehenden gesetzlichen Bestimmungen.

Übergangsbestimmung

Das erste Geschäftsjahr beginnt am Tag der Gründung der Gesellschaft und endet am 31. Dezember 2015.

Zeichnung

Nachdem diese Satzung wie oben stehend verfasst wurde, erklärt die erschienene Partei, wie folgt Anteile der Gesellschaft zu zeichnen:

Frau Zsanett TÓTH, vorbenannt, einhundert	100 Anteile
GESAMT: EINHUNDERT	100 Anteile

Die Anteile wurden vollständig bis zu einem Betrag von einhundertfünfundzwanzig EURO (EUR 125,-) je Anteil durch Barzahlung in Höhe von ZWÖLFTAUSENDFÜNFHUNDERT EURO (EUR 12.500,-) eingezahlt.

Als Ergebnis steht ab dem jetzigen Zeitpunkt der Gesellschaft der Betrag von ZWÖLFTAUSENDFÜNFHUNDERT EURO (EUR 12.500,-) zur Verfügung, was von dem Notar, welcher diese Urkunde unterzeichnet, bestätigt wird.

Kosten

Die aufgrund dieser Gründung angefallenen Ausgaben, Kosten, Entschädigungen oder Gebühren jeglicher Form, welche durch die Gesellschaft zu begleichen sind, werden auf ungefähr eintausendzweihundert Euros (1.200,-EUR) geschätzt.

Außerordentliche Gesellschafterversammlung

Nachdem diese Satzung soeben verabschiedet wurde, entscheidet der oben erwähnte einzige Gesellschafter, eine Gesellschafterversammlung abzuhalten. Nachdem festgestellt wurde, dass die Gesellschafterversammlung wirksam konstituiert wurde, hat diese die folgenden Beschlüsse gefasst:

- 1) Der Sitz der Gesellschaft ist in L-6905 Niederanven, 55, Rue Gabriel Lippmann.
- 2) Als Geschäftsführer (gérants) der Gesellschaft für eine unbestimmte Dauer werden folgende Personen ernannt:
 - Herr István TÖRÖK, Handelsgeschäftsführer, geboren am 11. April 1952 in Budapest, beruflich wohnhaft in L-6905 Niederanven, 55, Rue Gabriel Lippmann, technischen Geschäftsführer, und
 - Frau Zsanett TÓTH, vorbenannt, administrativen Geschäftsführer.

Die Gesellschaft wird durch die gemeinsame Unterschrift des technischen und administrativen Geschäftsführers verpflichtet oder durch die alleinige Unterschrift des administrativen Geschäftsführers im administrativen Bereich und im laufenden Verkehr mit den Behörden. Sie können Vollmacht an Drittpersonen erteilen.

Worüber Urkunde, aufgenommen zu Senningerberg, Datum wie am Anfang dieser Urkunde erwähnt.

Nachdem diese Urkunde der anwesenden Person, welche dem unterzeichneten Notar durch Name, Nachname, Familienstand und Anschrift bekannt ist, vorgelesen wurde, hat die anwesende Person zusammen mit dem Notar diese Urkunde unterzeichnet.

Im laufenden Verkehr mit den Behörden und der Justiz wird die Gesellschaft durch die Unterschrift eines Mitgliedes des Verwaltungsrates rechtsgültig vertreten.

Gezeichnet: Zsanett Toth, Paul Bettingen.

Enregistré à Luxembourg, A.C.1, le 28 mai 2015. 1LAC / 2015 / 16501. Reçu 75.-€.

Le Receveur (signé): Paul Molling.

- Für gleichlautende Kopie - Ausgestellt zwecks Veröffentlichung im Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Senningerberg, den 2. Juni 2015.

Référence de publication: 2015088354/159.

(150100199) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 11 juin 2015.

Umari Capital, Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-1930 Luxembourg, 22, avenue de la Liberté.

R.C.S. Luxembourg B 197.499.

STATUTES

In the year two thousand and fifteen, on the twenty-first day of May.

Before Us, Maître Paul BETTINGEN, notary, residing in Niederanven, Grand-Duchy of Luxembourg.

There appeared:

TFHG Partners S.à r.l. SPF, a private company limited by shares (société à responsabilité limitée), incorporated and existing under the laws of the Grand Duchy of Luxembourg, having its registered office at 22, avenue de la Liberté, L-1930 Luxembourg, registration with the Luxembourg Trade and Companies' Register in process,

here represented by its sole manager Mr. Olivier Jarny, Partner, with professional address in L-1930 Luxembourg, 22, avenue de la Liberté.

Such appearing party, represented as stated hereabove, has required the officiating notary to enact the deed of incorporation of a private limited company (société à responsabilité limitée) which it declares organized and the articles of incorporation of which shall be as follows:

Chapter I. - Definitions

Available Amount means the total amount of net profits of the Company (including carried forward profits) to the extent the Shareholders would have been entitled to dividend distributions according to the Articles of Association, increased by (i) any freely distributable reserves (including for the avoidance of doubt the share premium reserve) and (ii) as the case may be by the amount of the share capital reduction and legal reserve reduction relating to the Class of Shares to be redeemed/cancelled but reduced by (i) any losses (included carried forward losses), and (ii) any sums to be placed into reserve(s) pursuant to the requirements of the Laws or of the Articles of Association, each time as set out in the relevant Interim Accounts (without for the avoidance of doubt, any double counting) so that:

$$AA = (NP + P + CR) - (L + LR)$$

Whereby:

AA= Available Amount

NP= net profits (including carried forward profits)

P= any freely distributable reserves (including the share premium reserve)

CR = the amount of the share capital reduction and legal reserve reduction relating to the Class of Shares to be cancelled

L= losses (including carried forward losses)

LR = any sums to be placed into reserve(s) pursuant to the requirements of the Laws or of the Articles of Association.

Cancellation Value Per Share shall be calculated by dividing the Total Cancellation Amount to be applied to the Class of Shares to be repurchased and cancelled by the number of Shares in issue in such Class of Shares.

Interim Accounts means the interim accounts of the Company under Luxembourg GAAP as at the relevant Interim Account Date. Interim Account Date means the date no earlier than eight (8) days before the date of the repurchase and cancellation of a Class of Shares.

Legal Reserve has the meaning given to it in Article 20.

Shareholders means any person holding Shares or to whom Shares are transferred or issued from time to time (excluding the Company) in accordance with the terms of the Articles of Association, and Shareholder means any of them.

Shares means all the issued shares from time to time in the capital of the Company.

Total Cancellation Amount means the amount determined by the Board of Managers taking and approved by the General Meeting on the basis of the relevant Interim Accounts. The Total Cancellation Amount shall be lower or equal to the entire Available Amount at the time of the cancellation of the relevant Class of Shares unless otherwise resolved by the General Meeting in the manner provided for an amendment of the Articles, provided however that the Total Cancellation Amount shall never be higher than such Available Amount.

Chapter II. - Form, Name, Registered office, Object, Duration

Art. 1. There is hereby established by the current owner of the shares created hereafter and among all those who may become partners in the future, a private limited company (société à responsabilité limitée) (hereinafter the "Company") which shall be governed by the law of 10 August 1915 concerning commercial companies, as amended (the "Law") as well as by the present articles of incorporation (the "Article of Incorporation").

The Company may be composed of one single Shareholder, owner of all the Shares, or several Shareholders, but not exceeding forty (40) Shareholders.

Art. 2. The company shall have as its business purpose the holding of participations, in any form whatsoever, in Luxembourg and foreign companies, the acquisition by purchase, subscription, or in any other manner as well as the transfer by sale, exchange or otherwise of stock, bonds, debentures, notes and other securities of any kind, the possession, the administration, the development and the management of its portfolio.

The company may participate in the establishment and development of any financial, industrial or commercial enterprises and may render any assistance by way of loan, guarantees or otherwise to subsidiaries or affiliated companies.

The company may borrow in any form and it may also proceed to the issuance of bonds, as permitted by the law of August 10, 1915 as amended.

In general, it may take any controlling and supervisory measures and carry out any financial, movable or immovable, commercial and industrial operation, which it may deem useful in the accomplishment and development of its purpose.

Art. 3. The Company is incorporated for an unlimited period.

Art. 4. The Company will assume the name of umari capital.

Art. 5. The registered office of the Company is established in the municipality of Luxembourg. It may be transferred to any other place in the Grand-Duchy of Luxembourg by means of a resolution of a general meeting of its partners.

The address of the registered office may be transferred within the municipality of the registered office by decision of the board of managers.

Branches or other offices may be established either in Luxembourg or abroad.

Chapter III - Capital, Shares

Art. 6. Issued Capital. The issued capital of the Company is set at twelve thousand five hundred euros (EUR 12,500) represented by twelve thousand five hundred (12,500) shares with a par value of one euro (EUR 1) each., which are divided into:

- One thousand two hundred and fifty (1,250) class A shares (the "Class A Shares"), all subscribed and fully paid up;
- One thousand two hundred and fifty (1,250) class B shares (the "Class B Shares"), all subscribed and fully paid up;
- One thousand two hundred and fifty (1,250) class C shares (the "Class C Shares") all subscribed and fully paid up;
- One thousand two hundred and fifty (1,250) class D shares (the "Class D Shares"), all subscribed and fully paid up;
- One thousand two hundred and fifty (1,250) class E shares (the "Class E Shares"), all subscribed and fully paid up;
- One thousand two hundred and fifty (1,250) class F shares (the "Class F Shares"), all subscribed and fully paid up;
- One thousand two hundred and fifty (1,250) class G shares (the "Class G Shares"), all subscribed and fully paid up;
- One thousand two hundred and fifty (1,250) class H shares (the "Class H Shares"), all subscribed and fully paid up;
- One thousand two hundred and fifty (1,250) class I shares (the "Class I Shares"), all subscribed and fully paid up; and
- One thousand two hundred and fifty (1,250) class J shares (the "Class J Shares"), all subscribed and fully paid up.

The rights and obligations attached to the Shares shall be identical except to the extent otherwise provided by the Articles of Incorporation or by the Law.

In addition to the issued capital, there may be set up a premium account to which any premium paid on any Share in addition to its nominal value is transferred. The amount of the premium account may be used to provide for the payment of any Shares which the Company may repurchase from its Shareholder(s), to offset any net realised losses, to make distributions to the Shareholder(s) in the form of a dividend or to allocate funds to the legal reserve.

Art. 7. Shares.

7.1 Each Share is indivisible as far as the Company is concerned.

Co-owners of Shares must be represented towards the Company by a common representative, whether appointed amongst them or not.

Ownership of a Share carries implicit acceptance of the Articles of Incorporation and of the resolutions validly adopted by the Shareholder(s).

7.2 Any Shareholder who subscribes to or otherwise acquires Shares must acquire a proportionate amount of each Class of Shares issued and then outstanding.

When the Company is composed of a single Shareholder, subject to the limitations contained in this Section, the single Shareholder may freely transfer its Shares.

When the Company is composed of several Shareholders, subject to the limitations contained in this Section, the Shares may be transferred freely amongst Shareholders but the Shares may be transferred to non-Shareholders only with the authorisation of Shareholders representing at least three quarters (3/4) of the capital.

Without prejudice to the right of the Company to repurchase a whole Class of its own Shares followed by their immediate cancellation pursuant to 7.5 of this Article, no Shareholder shall sell or otherwise transfer its Shares of any Class to any person without concurrently selling or otherwise transferring to such person the transferring Shareholder's proportionate interest in each other Class of Shares then held by the transferring Shareholder.

The transfer of Shares must be evidenced by a notarial deed or by a private contract. Any such transfer is not binding upon the Company and upon third parties unless duly notified to the Company or accepted by the Company, in pursuance of article 190 of the Law and 1690 of the Luxembourg Civil Code and the change in the Shareholder shall be published in the Memorial C pursuant to article 11bis §2 of the law of 10 August 1915 concerning commercial companies, as amended.

7.3 The profits which the Company may decide to distribute shall be applied as described in Article 20 any year in which the General Meeting resolves to make any distribution of dividends.

7.4 Each Share will entitle the holder thereof to one vote on all matters upon which Shareholders have the right to vote.

7.5 The share capital of the Company may be reduced through the repurchase and cancellation a Class of Shares, in whole but not in part, as may be determined from time-to-time by the Board of Managers and approved by the General Meeting, provided however that the Company may not at any time purchase and cancel the Class A Shares. In the case of any repurchase and cancellation of a whole Class of Shares, such repurchase and cancellation of Shares shall be made in the following order:

- (i) Class J Shares;
- (ii) Class I Shares;
- (iii) Class H Shares;
- (iv) Class G Shares;
- (v) Class F Shares;
- (vi) Class E Shares;
- (vii) Class D Shares;
- (viii) Class C Shares; and
- (ix) Class B Shares.

In the event of a reduction of share capital through the repurchase and the cancellation of a whole Class of Shares (in the order provided for above), each such Class of Shares entitles the holders thereof (pro rata to their holding in such Class of Shares) to such portion of the Total Cancellation Amount as is determined by the Board of Managers and approved by the General Meeting with respect to the Class of Shares to be redeemed, and the holders of Shares of the repurchased and cancelled Class shall receive from the Company an amount equal to the Cancellation Value Per Share for each Share of the relevant Class of Shares held by them and cancelled.

The Company may repurchase its Shares as provided herein only to the extent otherwise permitted by the Law.

Art. 8. Increase and Reduction of Capital. The issued capital of the Company may be increased or reduced one or several times by a resolution of the Shareholder(s) adopted in compliance with the quorum and majority rules set by article 18 of the Articles of Incorporation, provided that (i) any reduction in the issued capital of the Company shall be permitted only in accordance with the repurchase and cancellation procedures of Section 2 of Article 7; (ii) any increase in the issued capital (a) shall be made proportionately to each Class of Shares then outstanding and (b) must result in each Shareholder holding a proportionate part of each Class of Shares then outstanding; (iii) any subdivision of a Class of Shares into new Classes of Shares must result in each Shareholder of the former undivided Class of Shares holding a proportionate part of each new subdivided Class of Shares; and (iv) any combination or aggregation of Classes of Shares into a new Class of

Shares must result in each Shareholder of the former Classes of Shares holding a proportionate part of the new, combined Class of Shares.

Art. 9. The death, suspension of civil rights, bankruptcy or insolvency of one of the Shareholders will not cause the dissolution of the Company.

Art. 10. Neither creditors, nor assigns, nor heirs may for any reason affix seals on assets or documents of the Company.

Chapter IV. - Management

Art. 11. The Company is managed by one or several managers, who need not be partners.

In dealing with third parties, the manager, or in case of several managers, the board of managers has extensive powers to act in the name of the Company in all circumstances and to authorise all acts and operations consistent with the Company's purpose.

The manager(s) is (are) appointed by the sole partner, or as the case may be, the partners, who fix(es) the term of its/their office. He (they) may be dismissed freely at any time by the sole partner, or as the case may be, the partners.

The Company will be bound in all circumstances by the signature of the sole manager or, if there is more than one manager, by the sole signature of any manager.

Art. 12. In case of several managers, the Company is managed by a board of managers which may choose from among its members a chairman, and may choose from among its members a vice-chairman. It may also choose a secretary, who need not be a manager, who shall be responsible for keeping the minutes of the meetings of the board of managers.

The board of managers shall meet upon call by any one manager at the place indicated in the notice of meeting. The chairman shall preside all meetings of the board of managers, or in the absence of a chairman, the board of managers may appoint another manager as chairman by vote of the majority present at any such meeting.

Written notice of any meeting of the board of managers must be given to the managers at least twenty-four hours in advance of the date foreseen for the meeting, except in case of emergency, in which case the nature and the motives of the emergency shall be mentioned in the notice. This notice may be omitted in case of assent of each manager in writing, by cable, telegram, telex or facsimile, or any other similar means of communication. A special convocation will not be required for a board meeting to be held at a time and location determined in a prior resolution adopted by the board of managers.

Any manager may act at any meeting of the board of managers by appointing in writing or by cable, telegram, telex or facsimile another manager as his proxy. A manager may represent more than one of his colleagues.

Any manager may participate in any meeting of the board of managers by conference-call, videoconference or by other similar means of communication allowing all the persons taking part in the meeting to hear one another. The participation in a meeting by these means is equivalent to a participation in person at such meeting.

The board of managers can deliberate or act validly only if at least a majority of the managers is present or represented at a meeting of the board of managers. Decisions shall be taken by a majority of votes of the managers present or represented at such meeting.

The board of managers may, unanimously, pass resolutions by circular means when expressing its approval in writing, by cable, telegram, telex or facsimile, or any other similar means of communication, to be confirmed in writing. The entirety will form the minutes giving evidence of the resolution.

The board of managers may decide to issue bonds without a public offer under any denomination. The board of managers shall decide the nature, the price, the rate, the conditions of issue and reimbursement and any other conditions in connection therewith.

A bond register shall be kept at the registered office of the company.

Art. 13. The minutes of any meeting of the board of managers shall be signed by the chairman or, in his absence, by the vice-chairman, or by two managers.

Copies or extracts of such minutes which may be produced in judicial proceedings or otherwise shall be signed by the chairman or by two managers or by any person duly appointed to that effect by the board of managers.

Art. 14. The death or resignation of a manager, for any reason whatsoever, shall not cause the dissolution of the Company.

Art. 15. The manager(s) do(es) not assume, by reason of its/their position, any personal liability in relation to commitments regularly made by them in the name of the Company. They are authorised agents only and are therefore merely responsible for the execution of their mandate.

The Company shall indemnify any manager or officer, and his heirs, executors and administrators, against expenses reasonably incurred by him in connection with any action, suit or proceeding to which he may be made a party by reason of his being or having been a manager or officer of the Company, or, at its request, of any other corporation of which the Company is a shareholder or creditor and from which he is not entitled to be indemnified, except in relation to matters as to which he shall be finally adjudged in such action, suit or proceeding to be liable for negligence or fault or misconduct; in the event of a settlement, indemnification shall be provided only in connection with such matters covered by the settlement as to which the Company is advised by counsel that the person to be indemnified did not commit such a breach of duty. The foregoing right of indemnification shall not exclude other rights to which he may be entitled.

Art. 16. The manager or the board of managers may decide to pay interim dividends on the basis of a statement of accounts prepared by the manager or the board of managers showing that sufficient funds are available for distribution, it being understood that the amount to be distributed may not exceed realized profits since the end of the last fiscal year, increased by carried forward profits and distributable reserves, but decreased by carried forward losses and sums to be allocated to a reserve to be established by law or by these articles of incorporation.

Chapter V. - Decisions of the sole partner - Collective decisions of the partners

Art. 17. Each Shareholder may participate in collective decisions irrespective of the number of shares which he owns. Each Shareholder is entitled to as many votes as he holds or represents shares.

Art. 18. Save a higher majority as provided herein, collective decisions are only validly taken in so far as they are adopted by Shareholders owning more than half of the share capital.

The Shareholders may not change the nationality of the Company otherwise than by unanimous consent. Any other amendment of the articles of incorporation requires the approval of a majority of Shareholder representing three quarters of the share capital at least.

Art. 19. In the case of a sole partner, such partner exercises the powers granted to the general meeting of Shareholders under the provisions of section XII of the law of 10 August 1915 concerning commercial companies, as amended.

Chapter VI. - Financial year, Financial statements, Distribution of profits

Art. 20. From the annual net profits of the Company, at least five per cent (5%) shall each year be allocated to the reserve required by law (the "Legal Reserve"). That allocation to the Legal Reserve will cease to be required as soon and as long as the Legal Reserve amounts to ten per cent (10%) of the issued capital of the Company.

After allocation to the Legal Reserve, the Shareholder(s) shall determine how the remainder of the annual net profits will be disposed of by allocating the whole or part of the remainder to a reserve or to a provision, by carrying it forward to the next following financial year or by distributing it, together with carried forward profits, distributable reserves or share premium to the Shareholder(s), each Share entitling to the same proportion in such distributions.

In any year in which the Company resolves to make dividend distributions, drawn from net profits and from available reserves derived from retained earnings, including any share premium, the amount allocated to this effect shall be distributed in the following order of priority:

- First, the holders of Class A Shares shall be entitled to receive dividend distributions with respect to such year in an amount of zero point sixty per cent (0.60%) of the nominal value of the Class A Shares held by them, then,
- the holders of Class B Shares shall be entitled to receive dividend distributions with respect to such year in an amount of zero point fifty-five per cent (0.55%) of the nominal value of the Class B Shares held by them, then,
- the holders of Class C Shares shall be entitled to receive dividend distributions with respect to such year in an amount of zero point fifty per cent (0.50%) of the nominal value of the Class C Shares held by them, then,
- the holders of Class D Shares shall be entitled to receive dividend distributions with respect to such year in an amount of zero point forty-five per cent (0.45%) of the nominal value of the Class D Shares held by them, then,
- the holders of Class E Shares shall be entitled to receive dividend distributions with respect to such year in an amount of zero point forty per cent (0.40%) of the nominal value of the Class E Shares held by them, then,
- the holders of Class F Shares shall be entitled to receive dividend distributions with respect to such year in an amount of zero point thirty-five per cent (0.35%) of the nominal value of the Class F Shares held by them, then,
- the holders of Class G Shares shall be entitled to receive dividend distributions with respect to such year in an amount of zero point thirty per cent (0.30%) of the nominal value of the Class G Shares held by them, then,
- the holders of Class H Shares shall be entitled to receive dividend distributions with respect to such year in an amount of zero point twenty-five per cent (0.25%) of the nominal value of the Class H Shares held by them, then,
- the holders of Class I Shares shall be entitled to receive dividend distributions with respect to such year in an amount of zero point twenty per cent (0.20%) of the nominal value of the Class I Shares, and then,
- the holders of Class J Shares shall be entitled to receive the remainder of any dividend distribution.

Should the whole last outstanding Class of Shares (by alphabetical order, e.g., initially the Class J Shares) have been repurchased and cancelled in accordance with Section 2 of Article 7 hereof at the time of the distribution, the remainder of any dividend distribution shall then be allocated to the preceding last outstanding Class of Shares in the reverse alphabetical order (e.g., initially the Class I Shares).

Subject to the conditions (if any) fixed by the Companies Act and in compliance with the foregoing provisions, the Manager(s) may pay out an advance payment on dividends to the Shareholders. The Manager(s) shall fix the amount and the date of payment of any such advance payment.

Chapter VII. - Dissolution, Liquidation

Art. 21. Dissolution, Liquidation. The Company may be dissolved by a resolution of the Shareholder(s) adopted by half of the Shareholders holding three quarters (3/4) of the capital.

Should the Company be dissolved, the liquidation will be carried out by the Manager(s) or such other persons (who may be physical persons or legal entities) appointed by the Shareholder(s), who will determine their powers and their compensation.

After payment of all the debts of and charges against the Company, including the expenses of liquidation, the net liquidation proceeds shall be distributed to the Shareholder(s) so as to achieve on an aggregate basis the same economic result as the distribution rules set out for dividend distributions in Article 20 hereof.

Art. 22. All matters not governed by these articles of incorporation shall be determined in accordance with the law of 10 August 1915 on commercial companies and amendments thereto.

Subscription and Payment

- The articles of association having thus been established, the party appearing TFHG Partners S.à r.l. SPF, represented as stated hereabove, declares to subscribe the issued share capital upon incorporation as follows:

- One thousand two hundred and fifty (1,250) class A shares
- One thousand two hundred and fifty (1,250) class B shares
- One thousand two hundred and fifty (1,250) class C shares
- One thousand two hundred and fifty (1,250) class D shares
- One thousand two hundred and fifty (1,250) class E shares
- One thousand two hundred and fifty (1,250) class F shares
- One thousand two hundred and fifty (1,250) class G shares
- One thousand two hundred and fifty (1,250) class H shares
- One thousand two hundred and fifty (1,250) class I shares, and
- One thousand two hundred and fifty (1,250) class J shares

All the shares of a par value of one euro (EUR 1) each have been fully paid up by payment in cash and the amount of twelve thousand five hundred euros (EUR 12,500) is now available to the corporation, evidence thereof was given to the undersigned notary.

Transitional dispositions

The first financial year shall begin on the date of the formation of the Company and shall terminate on December 31, 2015.

Expenses

The expenses, costs, remunerations or charges in any form whatsoever which shall be borne by the Company as a result of its incorporation are estimated at approximately one thousand five hundred euro (EUR 1,500).

Resolutions of the Sole Shareholder

The above named party TFHG Partners S.à r.l. SPF, representing the entire subscribed capital and considering itself as fully convened, has immediately proceeded to hold an extraordinary general meeting and has passed the following resolutions:

1. The registered office of the Company shall be at 22, avenue de la Liberté, L-1930 Luxembourg
2. Mr. Olivier JARNY, born on December 22, 1975 in Nantes (France), with professional residence at 22, avenue de la Liberté, L-1930 Luxembourg, is appointed manager of the Company for an unlimited period;
3. Mr. Hima FURUTA, born on July 14, 1975 in Tokyo (Japan), with private residence at 2-25-3 Kamimeguro, Meguro-ku, Tokyo 153-0051 JAPAN, is appointed manager of the Company for an unlimited period.

Whereof, the present notarial deed was drawn up in Senningerberg, on the day named at the beginning of this document.

Powers

The appearing party does hereby grant power to any clerk and / or +employee of the firm of the undersigned notary, acting individually, in order to document and sign any deed of amendment (typing error(s)) to the present deed.

The undersigned notary who understands and speaks English, states herewith that on request of the above appearing parties, the present deed is worded in English followed by a French translation; on the request of the same appearing parties and in case of divergence between the English and the French text, the English version will prevail.

The document having been read to the person appearing, known to the notary by name, first name, civil status and residence, the said person appearing signed with the notary the present deed.

Suit la traduction en français du texte qui précède

L'an deux mille quinze, le vingt et un mai.

Par-devant Maître Paul BETTINGEN, notaire de résidence à Niederanven, Grand-Duché de Luxembourg,

A comparu:

TFHG Partners S.à r.l. SPF une société à responsabilité limitée de droit luxembourgeois, ayant son siège social au 22, avenue de la Liberté, L-1930 Luxembourg, en cours d'immatriculation auprès du registre de commerce de Luxembourg, ici représentée par son gérant unique, Monsieur Olivier JARNY, Partner, avec adresse professionnelle à L-1930 Luxembourg, 22, avenue de la Liberté.

Laquelle partie comparante, représentée comme dit ci-avant, a requis le notaire instrumentant de dresser acte d'une société à responsabilité limitée qu'elle déclare constituer et dont elle a arrêté les statuts comme suit:

Chapitre I^{er} . - Définitions

«Montant Disponible» signifie le montant total des profits nets de la Société (incluant les profits reportés, ainsi que tous les dividendes payés en relation avec les Parts Sociales Ordinaires durant la période en question, mais concernant les années précédentes et déclarés après l'approbation des comptes annuels de l'année à laquelle ils correspondent) dans la mesure où les Associés auraient droit à des distributions de dividende en application des Statuts, augmenté de (i) de toutes réserves librement distribuables et des primes d'émission et (ii) selon les cas par le montant de la réduction de capital souscrit et de la réduction de la réserve légale relative à la classe de parts sociales à annuler mais réduit de (i) toutes pertes (incluant les pertes reportées), (ii) toutes sommes placées en réserve(s) non distribuables et (iii) le montant des dividendes préférentiels payés/provisionnés en relation avec les classes d'actions n'étant pas rachetées et annulées, chaque fois que repris dans les comptes intérimaires, ainsi

$$MD = (PN+P+RC) - (PE+RL+D)$$

Où:

- MD = Montant Disponible
- PN = Profits Nets (incluant les profits reportés, ainsi que tous les dividendes payés en relation avec les Parts Sociales Ordinaires durant la période en question, mais concernant les années précédentes et déclarés après l'approbation des comptes annuels de l'année à laquelle ils correspondent)
- P = réserves et primes d'émission librement distribuables, à l'exception de la prime d'émission attachée aux Parts Sociales Ordinaires
- RC = montant de la réduction de capital souscrit et de la réduction de la réserve légale relative à la Classe de Parts Sociales à annuler
- PE = pertes (incluant les pertes reportées)
- RL = toutes sommes à allouer en réserve(s) en application des dispositions de la Loi ou des Statuts.
- D = le montant des dividendes préférentiels distribués/échus en lien avec les Classes de Parts Sociales non remboursées.

«Valeur d'Annulation par Part Sociale» signifie la valeur calculée en divisant le Montant Total d'Annulation par le nombre de Parts Sociales émises dans la Classe de Parts Sociales à racheter et annuler.

«Comptes Statutaires Intérimaires» signifient les comptes intérimaires de la Société à la Date des Comptes Intérimaires

«Date des Comptes Intérimaires» signifie la date au plus tôt huit (8) jours avant la date de rachat et d'annulation de la Classe de Parts Sociales déterminée

«Réserve légale» a la signification donnée dans l'Article 20.

«Associés» signifie les détenteurs des Parts Sociales de toute classe et

«Associé» signifie l'un d'entre eux

«Parts Sociales» signifient les parts sociales de toutes classes de parts sociales de la Société, émises de temps en temps, les droits et obligations y afférents sont définis dans les présents Statuts et dans la Loi, et «Part Sociale» signifie l'une d'entre elles

«Montant Total d'Annulation» signifie le montant déterminé par le Conseil de Gérance et approuvé par l'Assemblée Générale des Associés sur base des Comptes Statutaires Intérimaires. Le Montant Total d'Annulation sera inférieur ou égal à l'entièreté du Montant Disponible au moment de l'annulation de la Classe de Parts Sociales concernées sauf décision contraire de l'Assemblée Générale des Associés dans les conditions requises pour la modification des Statuts. Cependant, le Montant Total d'Annulation ne peut être supérieur au Montant Disponible et au montant disponible pour distribution aux Associés en concordance avec la Loi tel que présenté dans les Comptes Statutaires Intérimaires.

Chapitre II. - Forme, Dénomination, Siège, Objet, Durée

Art. 1^{er}. Il est formé par les présentes par le propriétaire actuel des parts ci-après créées et tous ceux qui pourront le devenir par la suite, une société à responsabilité limitée (ci-après la "Société") qui sera régie par la loi du 10 août 1915 concernant les sociétés commerciales, telle que modifiée (ci-après la "Loi"), ainsi que par les présents statuts (ci-après les "Statuts").

Art. 2. La société a pour objet la prise de participations, sous quelque forme que ce soit, dans des entreprises luxembourgeoises ou étrangères, l'acquisition par achat, souscription ou de toute autre manière, ainsi que l'aliénation par vente, échange ou de toute autre manière de titres, obligations, créances, billets et autres valeurs de toutes espèces, la possession, l'administration, le développement et la gestion de son portefeuille.

La société peut participer à la création et au développement de n'importe quelle entreprise financière, industrielle ou commerciale et prêter tous concours, que ce soit par des prêts, garanties ou de toute autre manière à des sociétés filiales ou affiliées.

La société peut emprunter sous toutes les formes et elle peut émettre des emprunts obligataires, dans les limites de la loi du 10 août 1915 telle que modifiée.

D'une façon générale, elle peut prendre toutes mesures de contrôle et de surveillance et faire toutes opérations financières, mobilières ou immobilières, commerciales et industrielles qu'elle jugera utiles à l'accomplissement ou au développement de son objet.

Art. 3. La Société est constituée pour une durée indéterminée.

Art. 4. La Société prend la dénomination de umari capital.

Art. 5. Le siège social est établi dans la commune de Luxembourg. Il peut être transféré en toute autre localité du Grand-Duché en vertu d'une décision de l'assemblée générale des associés.

L'adresse du siège social pourra être transférée à l'intérieur de la commune du siège social par décision de la gérance.

La Société peut ouvrir des agences ou succursales dans toutes autres localités du pays ou dans tous autres pays.

Chapitre III. - Capital, Parts sociales

Art. 6. Capital souscrit. Le capital social de la Société est fixé à la somme de douze mille cinq cents euros (EUR 12.500) représenté par douze mille cinq cents (12.500) parts sociales, d'une valeur d'un euro (EUR 1) chacune divisé en:

- Mille deux cent cinquante (1.250) sociales de classe A d'une valeur nominale d'un euro (EUR 1,-) chacune, entièrement souscrites et libérées;

- Mille deux cent cinquante (1.250) parts sociales de classe B d'une valeur nominale d'un euro (EUR 1,-), entièrement souscrites et libérées;

- Mille deux cent cinquante (1.250) parts sociales de classe C d'une valeur nominale d'un euro (EUR 1,-), entièrement souscrites et libérées;

- Mille deux cent cinquante (1.250) parts sociales de classe D d'une valeur nominale d'un euro (EUR 1,-), entièrement souscrites et libérées;

- Mille deux cent cinquante (1.250) parts sociales de classe E d'une valeur nominale d'un euro (EUR 1,-), entièrement souscrites et libérées;

- Mille deux cent cinquante (1.250) parts sociales de classe F d'une valeur nominale d'un euro (EUR 1,-), entièrement souscrites et libérées;

- Mille deux cent cinquante (1.250) parts sociales de classe G d'une valeur nominale d'un euro (EUR 1,-), entièrement souscrites et libérées;

- Mille deux cent cinquante (1.250) parts sociales de classe H d'une valeur nominale d'un euro (EUR 1,-), entièrement souscrites et libérées;

- Mille deux cent cinquante (1.250) parts sociales de classe I d'une valeur nominale d'un euro (EUR 1,-), entièrement souscrites et libérées; et

- Mille deux cent cinquante (1.250) parts sociales de classe J d'une valeur nominale d'un euro (EUR 1,-), entièrement souscrites et libérées.

Les droits et obligations attachés aux parts sociales de la Société sont identiques sauf stipulation contraire dans les Statuts ou dans la Loi.

En plus du capital social, un compte de prime d'émission peut être établi auquel toutes les primes payées sur une part sociale en plus de sa valeur nominale seront transférées. L'avoir de ce compte de primes peut être utilisé pour effectuer le remboursement en cas de rachat des parts sociales des associés par la Société, pour compenser des pertes nettes réalisées, pour effectuer des distributions aux associées, ou pour être affecté à la Réserve Légale.

Art. 7. Parts sociales.

7.1 Chaque part est indivisible à l'égard de la Société.

Les propriétaires indivis de parts sociales sont tenus de se faire représenter auprès de la Société par un mandataire commun pris parmi eux ou en dehors d'eux.

La propriété d'une ou de plusieurs parts sociales emporte de plein droit adhésion aux Statuts de la Société et aux décisions de l'associé unique ou des associés.

7.2 Les Associés qui souscrivent à ou acquièrent de nouvelles Actions ont l'obligation d'acquérir un montant proportionné de chacune des autres classes d'actions émises.

Les cessions ou transmissions de parts sociales détenues par l'associé unique sont libres, si la Société a un associé unique.

Les parts sociales sont librement cessibles entre associés, si la Société a plusieurs associés. Les parts sociales ne peuvent être cédées entre vifs à des non-associés que moyennant l'agrément des associés représentant les trois quarts du capital social, en conformité avec l'article 189 de la Loi.

Sans porter préjudice au droit de la Société de procéder au rachat de l'entièreté d'une Classe d'Actions suivi par son annulation immédiate conformément au point 7.5 du présent article, les Associés ne sont pas autorisés à disposer de ou transférer ses Parts Sociales dans une Classe d'Actions sans procéder à la vente ou au transfert concomitant de ses Parts Sociales dans les autres Classes d'Actions.

La cession de parts sociales doit être formalisée par acte notarié ou par acte sous seing privé conformément à l'article 190 de la Loi et l'article 1690 du Code Civil et le changement dans les membres des associés sera publié au Mémorial C conformément à l'article 11bis §2 de la Loi.

7.3 Les profits que la Société peut décider de distribuer s'appliqueront comme décrit à l'article 20 chaque année pour laquelle l'assemblée générale décide la distribution des dividendes.

7.4 Chaque part sociale donne droit à son détenteur a une voix pour toute matière pour laquelle les Associés ont le droit de vote.

7.5 Le capital social de la Société peut être réduit par la rachat et l'annulation de Classes de Parts Sociales, pour le tout et non en partie, tel que déterminé par le conseil de gérance et adopté par l'Assemblée Générale étant entendu que la Société ne peut à aucun moment racheter ou annuler les Parts Sociales de Classe A. Dans le cas de rachat et d'annulation de l'entièreté d'une Classe de Parts Sociales, ledit rachat et annulation se fera dans l'ordre suivant:

- i. Parts Sociales de Classe J;
- ii. Parts Sociales de Classe I;
- iii. Parts Sociales de Classe H;
- iv. Parts Sociales de Classe G;
- v. Parts Sociales de Classe F;
- vi. Parts Sociales de Classe E;
- vii. Parts Sociales de Classe D;
- viii. Parts Sociales de Classe C; et
- ix. Parts Sociales de Classe B.

Dans le cas d'une réduction du capital social par le biais d'un rachat et d'une annulation de l'ensemble d'une Classe de Parts Sociales (suivant l'ordre stipulé ci-dessus), chacune de ces Classes de Parts Sociales donne droit à ses détenteurs (proportionnellement à leur détention dans la Classe de Parts Sociales) au Montant Disponible tel que déterminé par le Conseil de gérance et adopté par l'assemblée générale et les détenteurs de Parts Sociales de la Classe rachetée et annulée recevront de la Société un montant équivalent à la Valeur d'Annulation par Part Sociales pour chaque Part Sociale de la Classe de Parts Sociales concernée détenue par eux et annulée.

La Société peut racheter ses propres Parts Sociales conformément à la Loi.

Art. 8. Augmentation et réduction de Capital. Le capital social souscrit de la Société peut être augmenté ou réduit en une ou plusieurs fois par décisions de l'/des Associé(s) prise en conformité avec les règles de quorum et de majorité prescrites par l'article 18 des Statuts pour toutes modifications des Statuts, étant entendu que (i) toute réduction du capital social souscrit de la Société sera uniquement permise en conformité avec le rachat et l'annulation prévue à la section 2 de l'Article 7, (ii) toute augmentation du capital souscrit (a) sera faite proportionnellement à chaque Classe de Parts Sociales alors restante et (b) devra entraîner pour chaque Associé une participation proportionnelle dans chaque Classe de Parts Sociales alors restante, (iii) toute subdivision d'une Classe de Parts Sociales en nouvelles Classes de Parts Sociales devra entraîner pour chaque Associé de l'ancienne Classe de Parts Sociales indivisée une participation proportionnelle dans chaque nouvelle Classe de Parts Sociales résultant dans la division et (iv) chaque combinaison ou rassemblement de Classe de Parts Sociales en une nouvelle Classe de Parts Sociales devra entraîner pour chaque Associés des anciennes Classe de Parts Sociales une participation proportionnelle dans la nouvelle Classe de Parts Sociales fusionnée.

Art. 9. Le décès, l'interdiction, la faillite ou la déconfiture de l'un des associés ne met pas fin à la Société.

Art. 10. Les créanciers, ayants-droit ou héritiers ne pourront, pour quelque motif que ce soit, apposer des scellés sur les biens et documents de la Société.

Chapitre IV. - Gérance

Art. 11. La Société est gérée par un ou plusieurs gérants, qui n'ont pas besoin d'être associés.

Vis-à-vis des tiers, le gérant ou, dans le cas où il y a plusieurs gérants, le conseil de gérance a les pouvoirs les plus étendus pour agir au nom de la Société en toutes circonstances et pour faire autoriser tous les actes et opérations relatifs à son objet.

Le ou les gérants sont nommés par l'associé unique ou, le cas échéant, par les associés, fixant la durée de leur mandat. Il(s) est/sont librement et à tout moment révocable(s) par l'associé unique ou, selon le cas, les associés.

La Société est engagée en toutes circonstances, par la signature du gérant unique ou, lorsqu'ils sont plusieurs gérants, par la seule signature d'un gérant.

Art. 12. Lorsqu'il y a plusieurs gérants, la Société est gérée par un conseil de gérance qui pourra choisir parmi ses membres un président et pourra choisir parmi ses membres un vice-président. Il pourra également choisir un secrétaire, qui n'a pas besoin d'être gérant, et qui sera en charge de la tenue des procès-verbaux des réunions du conseil de gérance.

Le conseil de gérance se réunira sur convocation d'un gérant au lieu indiqué dans l'avis de convocation. Le président présidera toutes les réunions du conseil de gérance; en l'absence d'un président, le conseil de gérance pourra désigner à la majorité des personnes présentes à cette réunion un autre gérant pour assumer la présidence de ces réunions.

Avis écrit de toute réunion du conseil de gérance sera donné à tous les gérants au moins vingt-quatre heures avant la date prévue pour la réunion, sauf s'il y a urgence, auquel cas la nature et les motifs de cette urgence seront mentionnés dans l'avis de convocation. Il pourra être passé outre à cette convocation à la suite de l'assentiment de chaque gérant par écrit ou par câble, télégramme, télex, télécopieur ou tout autre moyen de communication similaire. Une convocation spéciale ne sera pas requise pour une réunion du conseil de gérance se tenant à une heure et un endroit déterminés dans une résolution préalablement adoptée par le conseil de gérance.

Tout gérant pourra se faire représenter à toute réunion du conseil de gérance en désignant par écrit ou par câble, télégramme, télex ou télécopie un autre gérant comme son mandataire. Un gérant peut représenter plusieurs de ses collègues.

Tout gérant peut participer à une réunion du conseil de gérance par conférence téléphonique, par vidéoconférence ou par d'autres moyens de communication similaires où toutes les personnes prenant part à cette réunion peuvent s'entendre les unes les autres. La participation à une réunion par ces moyens équivaut à une présence en personne à une telle réunion.

Le conseil de gérance ne pourra délibérer ou agir valablement que si la majorité au moins des gérants est présente ou représentée à la réunion du conseil de gérance. Les décisions sont prises à la majorité des voix des gérants présents ou représentés à cette réunion.

Le conseil de gérance pourra, à l'unanimité, prendre des résolutions par voie circulaire en exprimant son approbation au moyen d'un ou de plusieurs écrits ou par câble, télégramme, télex, télécopieur ou tout autre moyen de communication similaire, à confirmer par écrit, le tout ensemble constituant le procès-verbal faisant preuve de la décision intervenue.

Le conseil de gérance peut décider l'émission d'emprunts obligataires privés sous forme d'obligations sous quelque dénomination que ce soit et payable en quelque monnaie que ce soit. Le conseil d'administration déterminera la nature, le prix, le taux d'intérêts, les conditions d'émission, et de remboursement et toutes autres conditions y ayant trait.

Un registre des obligations nominatives sera tenu au siège social de la société.

Art. 13. Les procès-verbaux de toutes les réunions du conseil de gérance seront signés par le président ou, en son absence, par le vice-président, ou par deux gérants.

Les copies ou extraits des procès-verbaux destinés à servir en justice ou ailleurs seront signés par le président ou par deux gérants ou par toute personne dûment mandatée à cet effet par le conseil de gérance.

Art. 14. Le décès d'un gérant ou sa démission, pour quelque motif que ce soit, n'entraîne pas la dissolution de la Société.

Art. 15. Le ou les gérant(s) ne contracte(nt), à raison de leur fonction, aucune obligation personnelle relativement aux engagements régulièrement pris par eux au nom de la Société. Simples mandataires, ils ne sont responsables que de l'exécution de leur mandat.

La Société indemniserà tout gérant ou fondé de pouvoir, ses héritiers, exécuteurs testamentaires et administrateurs, des dépenses raisonnablement occasionnées par toutes actions ou tous procès auxquels il aura été partie en sa qualité de gérant ou fondé de pouvoir de la Société, ou pour avoir été, à la demande de la Société, gérant ou fondé de pouvoir de toute autre société dont la Société est actionnaire ou créditrice et par laquelle il ne serait pas indemnisé, sauf le cas où dans pareils actions ou procès il sera finalement condamné pour négligence ou faute ou mauvaise administration; en cas d'arrangement extrajudiciaire, une telle indemnité ne sera accordée que si la Société est informée par son avocat-conseil que le gérant ou fondé de pouvoir en question n'a pas commis un tel manquement à ses devoirs. Le droit à indemnisation n'exclura pas d'autres droits dans le chef du gérant ou fondé de pouvoir.

Art. 16. Le gérant ou le conseil de gérance peut décider de payer des acomptes sur dividendes sur base d'un état comptable préparé par le gérant ou le conseil de gérance, duquel il ressort que des fonds suffisants sont disponibles pour distribution, étant entendu que les fonds à distribuer ne peuvent pas excéder le montant des bénéfices réalisés depuis le dernier exercice fiscal augmenté des bénéfices reportés et des réserves distribuables mais diminué des pertes reportées et des sommes à porter en réserve en vertu d'une obligation légale ou statutaire.

Chapitre V. - Décisions de l'associé unique - Décisions collectives des associés

Art. 17. Chaque associé peut participer aux décisions collectives quel que soit le nombre de parts qui lui appartient. Chaque associé a un nombre de voix égal au nombre de parts qu'il possède ou représente.

Art. 18. Sous réserve d'un quorum plus important prévu par les statuts, les décisions collectives ne sont valablement prises que pour autant qu'elles ont été adoptées par des associés représentant plus de la moitié du capital social.

Les associés ne peuvent, si ce n'est à l'unanimité, changer la nationalité de la Société. Toutes autres modifications des statuts sont décidées à la majorité des associés représentant au moins les trois quarts du capital social.

Art. 19. Dans le cas d'un associé unique, celui-ci exercera les pouvoirs dévolus à l'assemblée des associés par les dispositions de la section XII de la loi du 10 août 1915 concernant les sociétés commerciales, telle que modifiée.

Chapitre VI. - Année sociale - Bilan - Répartition

Art. 20. Distribution des Profits. Chaque année, cinq pour cent (5%) du bénéfice net seront affectés à la réserve légale (la «Réserve Légale»). Ces prélèvements cesseront d'être obligatoires lorsque la Réserve Légale aura atteint un dixième (1/10) du capital social de la Société. Ces prélèvements devront être repris si à un moment donné la réserve légale est inférieure à un dixième du capital social de la Société. Des prélèvements complémentaires devront être effectués pour s'assurer que le montant de la réserve légale s'élève à un dixième du capital social. Le solde du bénéfice net est à la disposition des Associés.

Après allocation à la réserve légale, les Associés détermineront comment le surplus de profit annuel net sera distribué ou par l'allocation de l'entièreté ou d'une partie du surplus à une réserve ou provision, par le report à l'exercice social suivant ou par la distribution de celui-ci, ensemble avec les profits reportés, réserves distribuables ou primes d'émission aux Associés.

Chaque année où la Société décide de faire une distribution de dividendes provenant des profits nets ou des réserves disponibles provenant du résultat reportés, réserves distribuables, y compris toute prime d'émission, le montant alloué à cet effet sera distribué dans l'ordre suivant:

- En premier lieu, les porteurs des Parts Sociales de Classe A auront le droit de recevoir une distribution de dividendes préférentiels relative audit exercice d'un montant de zéro virgule cinquante pourcent (0.60%) de la valeur nominale des Parts Sociales de Classe A détenues par eux,

- les porteurs des Parts Sociales de Classe B auront le droit de recevoir une distribution de dividendes préférentiels relative audit exercice d'un montant de zéro virgule quarante-cinq pourcent (0.55%) de la valeur nominale des Parts Sociales de Classe B détenues par eux,

- les porteurs des Parts Sociales de Classe C auront le droit de recevoir une distribution de dividendes préférentiels relative audit exercice d'un montant de zéro virgule quarante pourcent (0.50%) de la valeur nominale des Parts Sociales Préférentielles de Classe C détenues par eux,

- les porteurs des Parts Sociales de Classe D auront le droit de recevoir une distribution de dividendes préférentiels relative audit exercice d'un montant de zéro virgule trente-cinq pourcent (0.45%) de la valeur nominale des Parts Sociales de Classe D détenues par eux,

- les porteurs des Parts Sociales de Classe E auront le droit de recevoir une distribution de dividendes préférentiels relative audit exercice d'un montant de zéro virgule trente pourcent (0.40%) de la valeur nominale des Parts Sociales de Classe E détenues par eux,

- les porteurs des Parts Sociales de Classe F auront le droit de recevoir une distribution de dividendes préférentiels relative audit exercice d'un montant de zéro virgule vingt-cinq pourcent (0.35%) de la valeur nominale des Parts Sociales de Classe F détenues par eux,

- les porteurs des Parts Sociales de Classe G auront le droit de recevoir une distribution de dividendes préférentiels relative audit exercice d'un montant de zéro virgule vingt pourcent (0.30%) de la valeur nominale des Parts Sociales de Classe G détenues par eux,

- les porteurs des Parts Sociales de Classe H auront le droit de recevoir une distribution de dividendes préférentiels relative audit exercice d'un montant de zéro virgule quinze pourcent (0.25%) de la valeur nominale des Parts Sociales de Classe H détenues par eux,

- les porteurs des Parts Sociales de Classe I auront le droit de recevoir une distribution de dividendes préférentiels relative audit exercice d'un montant de zéro virgule quinze pourcent (0.20%) de la valeur nominale des Parts Sociales de Classe I détenues par eux,

- les porteurs des Parts Sociales de Classe J auront droit au surplus de toutes distributions de dividendes.

Lorsque l'entièreté de la dernière Classe de Parts Sociales (en ordre alphabétique, c'est à dire initialement les Parts Sociales de Classe J) aura été rachetée ou annulées conformément à la section 2 de l'Article 7 ci-dessus au moment de la distribution, le surplus de toute distribution de dividende sera alors alloué à la Classe de Parts Sociales précédentes en circulation dans l'ordre alphabétique inversé (initialement les Parts Sociales de Classe I).

Les distributions de dividendes intérimaires seront permises pour autant qu'elles respectent les règles édictées par la Loi et par cet Article.

Chapitre VII. - Dissolution, Liquidation

Art. 21. Dissolution, Liquidation. La Société peut être liquidée par résolution des Associés adoptée par la moitié des Associés détenant trois quarts (3/4) du capital de la Société.

Lors de la liquidation de la Société, la liquidation s'effectuera par les soins d'un ou plusieurs liquidateurs, personnes physiques ou morales, nommés par l'Assemblée Générale des Associés qui détermine leurs pouvoirs et leurs émoluments.

Après paiement de toutes les dettes et autres charges de la Société et des dépenses relatives à la liquidation, le bénéfice net de liquidation sera distribué aux actionnaires conformément et de manière à atteindre sur une base agrégée le même résultat économique que les règles prévues pour les distributions de dividende.

Art. 22. Pour tout ce qui n'est pas réglé par les présents statuts, les associés s'en réfèrent aux dispositions de la loi du 10 août 1915 concernant les sociétés commerciales, telle qu'elle a été modifiée.

Souscription et Libération

Les statuts de la société ayant été ainsi arrêtés, la partie comparante TFHG Partners S.à r.l. SPF, représentée comme dit ci-avant, déclare souscrire le capital comme suit:

- Mille deux cent cinquante (1.250) sociales de classe A d'une valeur nominale d'un euro (EUR 1,-) chacune,
- Mille deux cent cinquante (1.250) parts sociales de classe B d'une valeur nominale d'un euro (EUR 1,-),
- Mille deux cent cinquante (1.250) parts sociales de classe C d'une valeur nominale d'un euro (EUR 1,-),
- Mille deux cent cinquante (1.250) parts sociales de classe D d'une valeur nominale d'un euro (EUR 1,-),
- Mille deux cent cinquante (1.250) parts sociales de classe E d'une valeur nominale d'un euro (EUR 1,-),
- Mille deux cent cinquante (1.250) parts sociales de classe F d'une valeur nominale d'un euro (EUR 1,-),
- Mille deux cent cinquante (1.250) parts sociales de classe G d'une valeur nominale d'un euro (EUR 1,-),
- Mille deux cent cinquante (1.250) parts sociales de classe H d'une valeur nominale d'un euro (EUR 1,-),
- Mille deux cent cinquante (1.250) parts sociales de classe I d'une valeur nominale d'un euro (EUR 1,-), et
- Mille deux cent cinquante (1.250) parts sociales de classe J d'une valeur nominale d'un euro (EUR 1,-),

Toutes les actions ont été intégralement libérées par des versements en espèces, de sorte que la somme de douze mille cinq cents euros (EUR 12.500) se trouve dès à présent à la disposition de la société ainsi qu'il en a été justifié au notaire instrumentaire.

Dispositions transitoires

Le premier exercice social commence à la date de la constitution de la Société et finira le 31 décembre 2015.

Frais

Le montant des frais et dépenses, rémunérations et charges, sous quelque forme que ce soit, qui incombe à la Société ou qui est mis à charge à raison de sa constitution est évalué environ à mille cinq cents euros (EUR 1.500).

Résolutions de l'Associé Unique

Et aussitôt l'associé unique, TFHG Partners S. à r.l. SPF, représentant l'intégralité du capital social et se considérant comme dûment convoqué, a pris les résolutions suivantes:

1. Le siège social de la Société est établi au 22, avenue de la Liberté, L-1930 Luxembourg.
2. M. Olivier JARNY, né le 22 décembre 1975 à Nantes (France), avec adresse professionnelle au 22, avenue de la Liberté, L-1930 Luxembourg, est nommé gérant de la Société pour une durée indéterminée.
2. M. Hima FURUTA, né le 14 juillet 1975 à Tokyo (Japon), avec adresse professionnelle au 2-25-3 Kamimeguro, Meguro-ku, Tokyo 153-0051 Japon, est nommé gérant de la Société pour une durée indéterminée.

Dont acte, passé à Senningerberg, les jours, mois et an qu'en tête des présentes.

Pouvoirs

Le comparant donne par la présente pouvoir à tout clerc et/ou employé de l'étude du notaire soussigné, agissant individuellement, pour rédiger et signer tout acte de modification (faute(s) de frappe(s)) au présent acte.

Le notaire soussigné qui comprend et parle l'anglais, constate que sur demande des comparants, le présent acte est rédigé en langue anglaise suivi d'une version française; sur demande des mêmes comparants et en cas de divergences entre le texte français et le texte anglais, ce dernier fait foi.

Et après lecture faite et interprétation donnée au comparant, connu du notaire instrumentaire par nom, prénom usuel, état et demeure, cette personne a signé le présent acte avec le notaire.

Signé: Olivier Jarny, Paul Bettingen.

Enregistré à Luxembourg, A.C.1, le 22 mai 2015 1LAC / 2015 / 16106. Reçu 75.-€.

Le Receveur (signé): Paul Molling.

- Pour copie conforme - délivrée à la société aux fins de publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Senningerberg, le 2 juin 2015.

Référence de publication: 2015086858/631.

(150099823) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 10 juin 2015.

Parkstadt Hotel, Société Anonyme.

Capital social: EUR 2.492.440,00.

Siège social: L-8080 Bertrange, 1, rue Pletzer.

R.C.S. Luxembourg B 138.197.

Extrait du Procès-verbal de l'Assemblée Générale Annuelle tenue au siège social en date du 17 novembre 2014.

L'Assemblée décide de:

- Nommer en remplacement de la Fiduciaire Patrick Sganzerla S.à r.l. comme commissaire de la Société, Efficient Services Société à responsabilité limitée, enregistrée au RCS sous le numéro B189972, dont le siège social est au 16, rue d'Epernay, L - 1490 Luxembourg, avec effet rétroactif au 1 novembre 2014 jusqu'à l'assemblée générale des actionnaires qui aura lieu en 2016.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Pour extrait conforme

Référence de publication: 2015092439/16.

(150103387) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 16 juin 2015.

Target Solution S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-1150 Luxembourg, 100A, route d'Arlon.

R.C.S. Luxembourg B 197.571.

STATUTS

L'an deux mille quinze, le cinquième jour du mois de juin;

Pardevant Nous Maître Carlo WERSANDT, notaire de résidence à Luxembourg (Grand-Duché de Luxembourg), sous-signé;

A COMPARU:

La société à responsabilité limitée constituée et existant sous les lois du Grand-Duché de Luxembourg "Luce Investment S.à r.l.", établie et ayant son siège social à L-1150 Luxembourg, 100A, route d'Arlon, inscrite au Registre de Commerce et des Sociétés de Luxembourg, section B, sous le numéro 190163,

dûment représentée par son gérant unique Monsieur Paolo BETTIOL, dirigeant de sociétés, né à Montebelluna (Italie), le 22 mars 1981, demeurant professionnellement à L-1150 Luxembourg, 100A, route d'Arlon,

ici représenté par Monsieur Christian DOSTERT, clerc de notaire, demeurant professionnellement à L-1466 Luxembourg, 12, rue Jean Engling, (le "Mandataire"), en vertu d'une procuration sous seing privé lui délivrée; laquelle procuration, après avoir été signée "ne varietur" par le Mandataire et le notaire instrumentant, restera annexée au présent acte afin d'être enregistrée avec lui.

Laquelle partie comparante, représentée comme dit ci-avant, a requis le notaire instrumentant de documenter l'acte de constitution d'une société à responsabilité limitée qu'elle déclare constituer par les présentes et dont les statuts sont établis comme suit:

Titre I^{er} . - Forme juridique - Objet - Durée - Dénomination - Siège social

Art. 1^{er}. Il est formé une société à responsabilité limitée qui sera régie par les lois relatives à une telle entité (ci-après la "Société"), et en particulier la loi du 10 août 1915 relative aux sociétés commerciales, telle que modifiée (ci-après la "Loi"), ainsi que par les présents statuts (ci-après les "Statuts").

Art. 2. La Société a pour objet la prise de participations, sous quelque forme que ce soit, dans toutes entreprises luxembourgeoises et étrangères, l'acquisition de tous titres et droits, par voie de participation, d'apport, de souscription, de prise ferme ou d'option d'achat et de toute autre manière, leur gestion et leur mise en valeur ainsi que toutes opérations se rattachant directement ou indirectement à son objet.

La Société peut contracter des emprunts en vue de la réalisation de son objet et accorder aux sociétés dans lesquelles elle participe ou auxquelles elle s'intéresse directement ou indirectement, tous concours, prêts, avances ou garanties.

Elle pourra notamment employer ses fonds à la création, à la gestion, à la mise en valeur et à la liquidation d'un portefeuille se composant de tous titres et brevets de toute origine, participer à la création, au développement et au contrôle de toute entreprise, acquérir par voie d'apport, de souscription, de prise ferme ou d'option d'achat et de toute autre manière, tous titres et brevets, les réaliser par voie de vente, de cession, d'échange ou autrement, faire mettre en valeur ces affaires et brevets, accorder à d'autres sociétés ou entreprises tous concours, prêts, avances ou garanties.

La Société aura aussi pour objet l'acquisition, la construction, l'exploitation et la restructuration de l'immobilier à usage privé et de la construction, la transformation et la restructuration de propriétés à utilité hôtelière.

En outre, la Société peut effectuer toutes opérations commerciales, financières, mobilières et immobilières se rattachant directement ou indirectement à son objet ou susceptibles d'en faciliter la réalisation.

Art. 3. La Société est constituée pour une durée illimitée.

Art. 4. La Société existera sous la dénomination de “Target Solution S.à r.l.”.

Art. 5. Le siège social de la Société est établi dans la commune de Luxembourg (Grand-Duché de Luxembourg).

L'adresse du siège social peut être déplacée à l'intérieur d'une commune par simple décision du gérant, ou en cas de pluralité de gérants, du conseil de gérance.

Il peut être transféré en tout autre endroit du Grand-Duché de Luxembourg par une délibération de l'assemblée générale extraordinaire des associés délibérant comme en matière de modification des Statuts.

La Société peut avoir des bureaux et des succursales tant au Luxembourg qu'à l'étranger.

Titre II. - Capital - Parts

Art. 6. Le capital émis de la Société est fixé à douze mille cinq cent euros (EUR 12.500,-), représenté par cent vingt-cinq (125) parts sociales d'une valeur nominale de cent euros (100,- EUR) chacune, toutes souscrites et entièrement libérées.

La Société peut racheter ses propres parts sociales.

Toutefois, si le prix de rachat est supérieur à la valeur nominale des parts sociales à racheter, le rachat ne peut être décidé que dans la mesure où des réserves distribuables sont disponibles en ce qui concerne le surplus du prix d'achat. La décision d'associé(s) de racheter les parts sociales sera prise par un vote unanime des associés représentant cent pour cent (100%) du capital social réunis en assemblée générale extraordinaire et impliquera une réduction du capital social par annulation des parts sociales rachetées.

Art. 7. Sans préjudice des prescriptions de l'article 6, le capital émis et/ou autorisé peut être modifié à tout moment par une décision de l'associé unique ou par une décision de l'assemblée générale des associés, en conformité avec l'article 14 des présents Statuts.

Art. 8. Chaque part sociale donne droit à une fraction des actifs et bénéfices de la Société, en proportion directe avec le nombre des parts sociales existantes.

Art. 9. Envers la Société, les parts sociales sont indivisibles, de sorte qu'un (1) seul propriétaire par part sociale est admis. Les copropriétaires indivis doivent désigner une seule personne qui les représente auprès de la Société.

Art. 10. Dans l'hypothèse où il n'y a qu'un seul associé les parts sociales détenues par celui-ci sont librement transmissibles.

Dans l'hypothèse où il y a plusieurs associés, les parts sociales détenues par chacun d'entre eux ne sont transmissibles que moyennant l'application de ce qui est prescrit par l'article 189 de la Loi.

Art. 11. La Société ne sera pas dissoute par suite du décès, de la suspension des droits civils, de l'insolvabilité ou de la faillite de l'associé unique ou d'un des associés.

Titre III. - Administration

Art. 12. La Société est gérée par un (1) ou plusieurs gérants. Si plusieurs gérants sont nommés, ils constitueront un conseil de gérance et sont nommés “gérants A” et “gérants B”. Le(s) gérant(s) ne doit/vent pas obligatoirement être associé(s). Le(s) gérant(s) est/sont révocable(s) ad nutum.

Dans les rapports avec les tiers, le(s) gérant(s) aura(ont) tous pouvoirs pour agir au nom de la Société et pour effectuer et approuver tous actes et opérations conformément à l'objet social et pourvu que les termes du présent article 12 aient été respectés.

Tous les pouvoirs non expressément réservés à l'assemblée générale des associés par la Loi ou les présents Statuts seront de la compétence du gérant et en cas de pluralité de gérants, du conseil de gérance.

La Société sera engagée par la seule signature du gérant unique, et, en cas de pluralité de gérants, par la signature conjointe d'un (1) gérant A et d'un (1) gérant B, tous les deux membres du conseil de gérance.

Le gérant unique, ou en cas de pluralité de gérants, le conseil de gérance, peut subdéléguer une partie de ses pouvoirs pour des tâches spécifiques à un (1) ou plusieurs mandataires ad hoc.

Le gérant unique, ou en cas de pluralité de gérants, le conseil de gérance, déterminera les responsabilités et la rémunération (s'il en est) de ces mandataires, la durée de leur mandat ainsi que toutes autres conditions de leur mandat.

En cas de pluralité de gérants, les résolutions du conseil de gérance, réuni au Luxembourg, seront adoptées, à la majorité des gérants présents ou représentés comprenant au moins un (1) gérant A et un (1) gérant B.

Si un gérant est dans l'impossibilité d'assister à une réunion du conseil de gérance, il pourra donner une procuration écrite à un autre gérant appartenant à la même classe de gérants que lui, qui sera physiquement présent à la réunion, afin, pour ce dernier, appartenant à la même classe de gérants, de voter en son nom à la réunion du Conseil de gérance.

Art. 13. Le(s) gérant(s) ne contracte(nt) en raison de sa/leur fonction aucune obligation personnelle relativement aux engagements régulièrement pris par lui/eux au nom de la Société.

Titre IV. - Assemblée générale des associés

Art. 14. L'associé unique exercera tous les droits incombant à l'assemblée générale des associés en vertu de la section XII de la loi du 10 août 1915 sur les sociétés commerciales, telle que modifiée.

Toutes les décisions excédant le pouvoir du gérant unique, ou en cas de pluralité de gérants, du conseil de gérance seront prises par l'associé unique ou, selon les cas, par l'assemblée générale des associés. Les décisions de l'associé unique seront écrites et doivent être consignées sur un registre spécial.

S'il y a plus d'un (1), mais moins de vingt-cinq (25) associés, les décisions des associés seront prises par l'assemblée générale ou par consultation écrite à l'initiative du gérant unique, ou en cas de pluralité de gérants, le conseil de gérance. Aucune décision n'est valablement prise qu'autant qu'elle a été adoptée par des associés représentant plus de la moitié (50%) du capital social.

L'assemblée générale annuelle des associés se tiendront au Luxembourg le dernier mercredi de juin de chaque année. La représentation au moyen de procuration est admise.

Titre V. - Exercice social - Comptes - Profits - Distributions

Art. 15. L'exercice social de la Société commence le 1^{er} janvier et se termine le 31 décembre de chaque année.

Art. 16. Chaque année, à la fin de l'exercice social de la Société, les comptes de la Société sont établis et le gérant unique, ou en cas de pluralité de gérants, le conseil de gérance, prépare un inventaire comprenant l'indication de la valeur des actifs et passifs de la Société.

Tout associé peut prendre connaissance desdits inventaires et bilan au siège social de la Société.

Art. 17. Les profits bruts de la Société repris dans les comptes annuels, après déduction des frais généraux, amortissements et charges constituent le bénéfice net. Sur le bénéfice net, il est prélevé cinq pour cent (5%) pour la constitution d'un fonds de réserve légale jusqu'à ce que celui-ci atteigne dix pour cent (10%) du capital nominal de la Société.

Le solde des bénéfices nets peut être distribué à l'associé unique ou, le cas échéant, aux associés en proportion avec sa/leur participation dans le capital de la Société.

Des acomptes sur dividendes peuvent être distribués à tout moment, sous réserve du respect des conditions suivantes:

1. la décision de procéder au paiement d'acomptes sur dividendes sera prise par le gérant unique ou, le cas échéant, par le conseil de gérance;
2. des comptes intérimaires doivent être établis par le gérant unique ou, le cas échéant, par le conseil de gérance; et
3. ces comptes intérimaires, la date desquelles ne doit pas être antérieure à trois (3) semaines de la décision du gérant unique ou, le cas échéant, du conseil de gérance y relative, font apparaître des bénéfices distribuables suffisants (y compris les bénéfices reportés ou affectés à une réserve extraordinaire).

Titre VI. - Liquidation - Lois applicables

Art. 18. Au moment de la dissolution de la Société, la liquidation sera assurée par un (1) ou plusieurs liquidateurs, associés ou non, nommés par le(s) associé(s) qui déterminera(ont) leurs pouvoirs et rémunération.

Art. 19. Pour tout ce qui ne fait pas l'objet d'une prévision spécifique dans les présents Statuts, il est fait référence à la Loi.

Disposition transitoire

Le premier exercice social commence le jour de la constitution et se termine le 31 décembre 2015.

Souscription et libération

Les Statuts de la Société ayant été ainsi arrêtés, les cent vingt-cinq (125) parts sociales ont été souscrites par l'associée unique, la société "Luce Investment S.à r.l.", pré-désignée et représentée comme dit ci-avant, et libérées entièrement par la souscriptrice prédite moyennant un versement en numéraire, de sorte que la somme douze mille cinq cents euros (12.500,- EUR) se trouve dès à présent à la libre disposition de la Société, ainsi qu'il en a été prouvé au notaire instrumentant par une attestation bancaire, qui le constate expressément.

Déclaration

Le notaire instrumentaire déclare par les présentes avoir vérifié l'existence des conditions énumérées à l'article 183 de la loi du 10 août 1915 sur les sociétés commerciales, telle que modifiée, et en confirme expressément l'accomplissement.

Résolutions prises par l'associé unique

La partie comparante pré-mentionnée, représentant l'intégralité du capital social souscrit, a pris les résolutions suivantes en tant qu'associée unique:

1. Le siège social est établi à L-1150 Luxembourg, 100A, route d'Arlon.

2. Monsieur Paolo BETTIOL, dirigeant de sociétés, né à Montebelluna (Italie), le 22 mars 1981, demeurant professionnellement à L-1150 Luxembourg, 100A, route d'Arlon, est nommé comme gérant de la Société, son mandat expirant à l'assemblée générale statuant sur les comptes de l'exercice social se clôturant le 31 décembre 2019, savoir en 2020.

3. Conformément à l'article 12 des Statuts, la Société est valablement engagée en toutes circonstances par la seule signature du gérant.

Frais

Le montant total des frais, dépenses, rémunérations ou charges, sous quelque forme que ce soit, qui incombent à la Société, ou qui sont mis à sa charge à raison des présentes, s'élève approximativement à la somme de mille euros.

DONT ACTE, le présent acte a été passé à Luxembourg, à la date indiquée en tête des présentes.

Après lecture du présent acte au Mandataire de la partie comparante, agissant comme dit ci-avant, connu du notaire par nom, prénom, état civil et domicile, ledit Mandataire a signé avec Nous, notaire, le présent acte.

Signé: C. DOSTERT, C. WERSANDT.

Enregistré à Luxembourg A.C. 2, le 9 juin 2015. 2LAC/2015/12772. Reçu soixante-quinze euros 75,00 €.

Le Receveur (signé): André MULLER.

POUR EXPEDITION CONFORME, délivrée;

Luxembourg, le 11 juin 2015.

Référence de publication: 2015089220/161.

(150101773) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 12 juin 2015.

Jardin D.L. S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-2661 Luxembourg, 44, rue de la Vallée.

R.C.S. Luxembourg B 63.397.

— RECTIFICATIF

Extrait des résolutions prises lors de l'Assemblée Générale Ordinaire en date du 20 août 2012

1. L'assemblée accepte la démission de la société ANCIENT PILLARS SA. en tant qu'administrateur de la société.
2. L'assemblée décide de pourvoir au remplacement de l'administrateur sortant en appelant Monsieur Gianluca NINNO, né à Policoro (Italie) le 7 avril 1975 demeurant professionnellement à L-2661 Luxembourg, 44 rue de la Vallée, en tant qu'administrateur. Le nouvel administrateur est élu pour une période expirant à l'issue de l'assemblée générale qui se tiendra en l'an 2018.
3. L'assemblée accepte la démission de la société BRIZIO S.A, en tant qu'administrateur de la société.
4. L'assemblée décide de pourvoir au remplacement de l'administrateur sortant en appelant Monsieur Natale CAPULA, né à Villa San Giovanni (Italia) le 1^{er} Novembre 1961, demeurant professionnellement à L-2661 Luxembourg, 44 rue de la Vallée en tant qu'administrateur. Le nouvel administrateur est élu pour une période expirant à l'issue de l'assemblée générale qui se tiendra en l'an 2018.
5. L'assemblée accepte la démission de la société TREMBLING LAGOON S.A. en tant qu'administrateur de la société.
6. L'assemblée décide de pourvoir au remplacement de l'administrateur sortant en appelant la société LUXEMBOURG MANAGEMENT SERVICES S.à r.l. immatriculé au RCS de Luxembourg au numéro B121.551 ayant son siège social au 44, rue de la Vallée, L-2661 Luxembourg. Le nouvel administrateur est élu pour une période expirant à l'issue de l'assemblée générale qui se tiendra en l'an 2018.
7. L'assemblée accepte la démission de la société SHATTERED DREAM S.A en tant que Commissaire aux Comptes.
8. L'assemblée décide de pourvoir au remplacement du commissaire aux comptes sortant en appelant la société FGS CONSULTING LLC, ayant son siège au ayant son siège social à 520 s. 7th Street, Suite C Las Vegas, NV 89101. Le nouveau Commissaire aux comptes est élu pour une période expirant à l'issue de l'assemblée générale qui se tiendra en l'an 2018.

(Rectificatif du dépôt N° L150096865 enregistré et déposé en date du 05.06.2015)

Fait à Luxembourg, le 10 juin 2015.

Pour le Conseil d'Administration

Référence de publication: 2015094457/32.

(150104620) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 17 juin 2015.
